

# Document d'Objectifs Natura 2000

## Fier d'Ars, Fosse de Loix et marais Rétais



site n°PC22 (FR5400 424)  
(Fier d'Ars)

### VOLUME II : ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES & USAGES

*Ce document est l'aboutissement d'un travail de concertation et de réflexion mené avec l'ensemble des élus, des partenaires socio-économiques, des usagers et des acteurs locaux, suivant la méthode d'élaboration des Documents d'Objectifs nationale (ME, 1998).*

#### **Maître d'ouvrage national :**

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement  
DIREN Poitou-Charentes

#### **Maître d'Ouvrage délégué (opérateur local) :**

Ligue pour la Protection des Oiseaux

#### **Experts associés :**

Chambre d'Agriculture de Charente-Maritime  
Réserve Naturelle de Lilleau des Niges

#### **Chef de Projet local :**

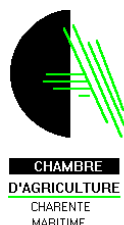
Emmanuelle Champion (LPO)

#### **Assistance technique et socio-économique :**

Jean Mauget (Chambre d'Agriculture)  
Marc Thibault (Réserve Naturelle de Lilleau des Niges)

#### **Experts scientifiques :**

Muriel Daudon (flore, habitats)  
Jean Terrisse (habitats, flore)  
Marc Thibault (avifaune)



Code Natura 2000 : FR 5400 424  
N° DIREN : PC22



# SOMMAIRE DU VOLUME II

## Activités socio-économiques & usages

Ce volume est le recueil des éléments socio-économiques concernant les activités humaines présentes sur le périmètre d'élaboration du Document d'Objectifs.

<b>Fonctionnement hydraulique général et Usage du sol</b> ( Synthèse : E. CHAMPION, LPO)	<b>p.3</b>
<b>Saliculture</b>	<b>p.5</b>
Présentation de l'activité ( Synthèse : J. MAUGET - CHAMBRE D'AGRICULTURE)	
Analyse / Docob ( Synthèse : E. CHAMPION, LPO).	
<b>Ostréiculture professionnelle</b>	<b>p.13</b>
Présentation de l'activité ( Synthèse : J. MAUGET - CHAMBRE D'AGRICULTURE)	
Analyse / Docob ( Synthèse : E. CHAMPION, LPO)	
<b>Aquaculture professionnelle</b>	<b>p.19</b>
Présentation de l'activité ( Synthèse : J. MAUGET & E. CHAMPION)	
Analyse / Docob ( Synthèse : E. CHAMPION, LPO).	
<b>Tourisme et loisirs</b>	<b>p.29</b>
Présentation des activités ( Synthèse : E. CHAMPION, LPO).	
Analyse / Docob ( Synthèse : E. CHAMPION, LPO).	
<b>Démoustication</b>	<b>p.55</b>
Présentation de l'activité ( Synthèse : BERNARD, GUILLET, KINDEL, EID 2001)	
Analyse / Docob (Synthèse : E. CHAMPION, LPO).	
<b>Protection et gestion de l'environnement</b>	<b>p.60</b>
Le CELRL ( Synthèse : LACOSTE, 2002)	
La Réserve Naturelle dE Lilleau des Niges (synthèse : THIBAUT, 2002)	

# FONCTIONNEMENT HYDRAULIQUE ET USAGE DU SOL

Source : EID, septembre 2001  
(Bernard, Guillet & Kindel, bénévoles)

**Carte de l'usage du sol sur la partie terrestre du site, établie  
bénévolement par l'EID, avec le souci essentiel de faire ressortir les  
éléments d'état du fonctionnement hydraulique des marais.**

Source : KINDEL, GUILLET & BERNARD - EID, travail bénévole, sept.2001

## LE "FIER D'ARS" EN QUELQUES CHIFFRES

## LA SURFACE DU SITE

Surface totale du site Natura 2000 : 3 885.79 ha

dont : ■ surface en zone terrestre : 1 697,22 ha  
                    *bosses, digues, dunes...* : 652,14  
                    *marais* : 1 045,08 ha  
          ■ surface en Domaine Public Maritime : 2 188,98

### USAGE DU SOL : ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES EXISTANTES

## ZONE TERRESTRE

Marais salants en activité : 251 ha, dont "champ de marais" : 92,7 ha  
"métieres" : 48,3 ha  
"vasais" : 110 ha

Marais ostréicoles professionnels : 81,68 ha  
Marais aquacoles professionnels : 28,11 ha  
Réserve d'eau douce (pour l'irrigation,...) : 21,02 ha  
Plan d'eau nautiques : 7,87 ha  
Bassins d'épuration : 6.68 ha

Marais ostréicoles / aquacoles à usage familial ou d'amateurs : 72,47 ha  
Plans d'eau de chasse : 18.44 ha

## ZONE MARITIME

Concessions ostréicoles : 257ha de concessions exploitées (70ha dans le Fier + 187ha Fosses de Loix)  
Sans usages définis : 1931.98ha (le reste)

## LES HABITATS NATURELS ET LES HABITATS D'ESPECES

## ZONE TERRESTRE

### Les habitats naturels :

Les habitats d'espèces :

## ZONE MARITIME

### Les habitats naturels :

### Les habitats d'espèces :

# LA SALICULTURE

Source : Chambre d'Agriculture de La Rochelle  
(MAUGET & al., 2001)



## PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Chambre d'Agriculture, J. MAUGET, mars 2003

L'ensemble des marais concernés par ce site Natura 2000 ont été aménagés au fil des ans pour la production de sel puis pour la production de céréales.

### 11 - Caractéristiques des activités

Les marais du Fier d'Ars et de la Fosse de Loix, présentent des caractéristiques très favorables à la production salicole, de par la nature du sol (qualité du bri), l'ensoleillement (2600 h par an), une faible pluviométrie pendant la période estivale et surtout la faible altitude des marais qui permet à la plupart des vasais (réservoir d'eau salée en amont des marais salants) de boire à des coefficients relativement faibles (55 à 65).

Les marais de l'île de Ré sont issus de prises sur la mer rendues possibles par une forte sédimentation et des endiguements successifs dont les premiers remontent au XI<sup>ème</sup> siècle. Plus de 1500 ha seront ainsi, au fil des siècles, gagnés sur la mer et aménagés en marais salants. On compte au moins 40 000 aires saunantes au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle qui marque l'apogée de la production de sel.

Les marais salants rétais sont situés en quasi totalité dans les 5 communes du canton nord

Commune	Surface de marais (ha)	Potentiel salicole au XIX <sup>ème</sup> (aires)	Aires en activité en 2001	% potentiel
Les Portes-en-Ré	300	9 000	287	9,6 %
St-Clément	300	9 000	593	6,6 %
Ars-en-Ré	400	12 000	1 658	13,8 %
Loix	285	7 550	324	4,3 %
La Couarde	245	7 350	295	4 %
<b>Total</b>	<b>1 530 (*)</b>	<b>44 900 (*)</b>	<b>3 157</b>	<b>7 %</b>

(\*) Une partie de ces marais ne sont plus utilisables pour la production salicole parce qu'ils ont été urbanisés ou aménagés pour l'ostréiculture, la production de poissons. D'autres sont en très mauvais état ou protégés (réserve naturelle).

Les 30 000 à 40 000 T de sel produites en moyenne chaque année aux XVIII et XIX<sup>ème</sup> siècle par un millier de sauniers représentent alors le tiers environ de la production de l'ensemble des marais du littoral charentais.

La population des sauniers est en régression constante du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle aux années 1980. Elles passe de 1000 sauniers en 1850 pour descendre à 320, quarante ans plus tard et atteindre le plancher de 52 en 1991 avec moins de 1000 tonnes produites. La moitié des sauniers sont âgés de 60 ans et plus en 1995.

Prenant conscience de la gravité de la situation, les élus politiques et professionnels rétais ont mis en œuvre en 1995, un programme de restauration des marais salants et de soutien à l'installation de nouveaux sauniers. Ils ont bénéficié d'un appui important des fonds européens (FEOGA, FSE), de l'Etat (FGER), du Conseil Régional (Contrats de Territoire) et du Conseil Général.

Ce programme coordonné par UNIRE, la Coopérative des Sauniers et la Chambre d'Agriculture a permis l'installation de plus de 30 sauniers en 6 ans et de remettre en production une quinzaine de marais inexploités. Malgré cette reconquête des marais salants, les marais exploités représentent actuellement moins de 10 % des aires saunantes exploitées au cours du 19<sup>ème</sup> siècle.

#### Total des aires en activité été 2001

Commune	Nouveaux Sauniers (*)	Nombre de sauniers	Nbre aires Nouv sauniers (*)	Total des aires en activité	% aires nouv. Saun.
La Couarde	3	8	98	295	33 %
Loix	5	8	129	324	40 %
Ars en Ré	16	48	794	1658	48 %
Saint-Clément	5	12	243	593	41 %
Les Portes	4	5	209	287	73 %
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>81</b>	<b>1 473</b>	<b>3 157</b>	<b>47 %</b>

(\*) installés depuis 1995

L'île de Ré compte actuellement 81 sauniers qui exploitent environ 3 000 aires saunantes. Parmi eux, 74 sont adhérents de la Coopérative des sauniers et exploitent 2 800 aires saunantes.

Près de la moitié du potentiel de production (1473 aires) est mis en valeur par des sauniers installés depuis 1995. Ces 33 nouveaux sauniers produisent plus des trois quarts de la fleur de sel.

Le succès du développement de la production est dû à l'importance des aides publiques qui ont permis aux sauniers

- de restaurer une trentaine de marais inexploités pour certains depuis plus de 30 ans,
- de réaliser des travaux de réfection des circuits hydrauliques, et de dévasage des vasais et mêtiers qui n'avaient pas été réalisés pour la plupart depuis des décennies,
- de créer des chemins de roulage qui permettent l'accès du tracteur ce qui réduit la pénibilité du travail de roulage du sel à la brouette et augmente le potentiel de production par saunier.

Sans les moyens importants d'animation et d'appui à la mise en œuvre du programme obtenus grâce au programme Leader II, le développement de la production n'aurait pas connu une telle réussite. A ce jour, un seul saunier installé dans la période a abandonné sa nouvelle activité.

Il faut enfin dire que cette redynamisation des marais salants au niveau production a aussi porté sur la valorisation du sel, grâce notamment à des actions de promotions réalisées avec l'appui du **Conseil Général** et du FEOGA .

### Evolution de la production depuis 1993

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Tonnage récolté (gros sel)	828	1275	978	1889	3171	2400	2318	450 (*)	2017	501 (*)
Fleur de sel (T)	0.5	3.2	4.3	16.6	14.9	19.0	39.8	16.9	66.9	29
Poids brut										

(\*) Climatologie désastreuse pour la production de sel

On observe une très forte augmentation de la production de fleur de sel depuis 1994. Compte tenu du prix 17 fois plus élevé payé aux producteurs (25 F le Kg contre 1F50), la fleur de sel représente 30 % du produit brut (sel plus fleur de sel), alors qu'elle était marginale en 1994.

### • Evolution du prix du sel depuis 1990

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Prix payé aux sauniers (F/T)	978	1166	1308	1389	1544	1500	1520	1540	1550	1561	1570

### • Les producteurs de la Coopérative (activité et classes d'âge) (\*)

	A titre principal	A titre accessoire	Total	%
Moins de 40 ans	17	11	28	(44 %)
De 40 à 60 ans	4	16	20	(32 %)
Plus de 60 ans	0	15	15	(24 %)
Total	21	42	63	100

(\*) Producteurs adhérant à la Coopérative des Sauniers ayant livré du sel en 2001

44 % des sauniers qui ont produit en 2001 ont moins de 40 ans, 60 % d'entre eux ont fait de leur activité de saunier leur activité principale.

Ainsi la filière salicole, qui était en grande difficulté au début des années 1990, est en plein essor

- La population des sauniers se rajeunit : près de la moitié des sauniers (30) se sont installés depuis le début du programme de restauration des marais salants,
- Les marais salants qui ne trouvaient pas de reprenneur à la cession d'activité des sauniers sont aujourd'hui repris et une trentaine de marais abandonnés depuis des décennies ont été remis en activité,
- Le potentiel de production s'est accru de plus de 1 000 aires (+ 50 %) en 6 ans,
- Le sel rétais mieux connu grâce aux campagnes promotionnelles se vend mieux et permet aujourd'hui aux sauniers qui s'installent d'espérer obtenir un revenu satisfaisant de leur travail,
- Les aides publiques ont joué un rôle déterminant dans le développement de la filière salicole rétaise qui était en grande difficulté au début des années 1990.
- La restauration des marais salants non exploités contribue à accroître la biodiversité, améliore la qualité des paysages et l'image de l'île de Ré auprès des touristes.

## 12 - Caractéristiques des pratiques salicoles rétaises

### • Les travaux de restauration d'anciens marais inexploités

Ces travaux consistent à remettre en état ou à réaménager des marais salants en activité ou abandonnés (pour certains depuis plus de 20 ans) en totalité ou partiellement dans les différentes parties qui les composent en les prenant dans le sens de circulation de l'eau, à savoir :

- l'essai
- le vasais
- les métières
- le champ de marais (les tables, les muants, les nourrices et les aires)

ainsi que les fossés qui relient ces différentes parties des marais salants et les chemins de roulage permettant l'utilisation d'engin mécanique pour récupérer et transporter le sel récolté.

Pour chacune des parties à traiter, il s'agit, tout en gardant aux marais leur configuration initiale, d'effectuer des curages du vasais, des métières, du mort,... de poser des tuyaux de circulation d'eau en PVC et de confectionner, par apport de terre, des chemins de roulage et des rampes d'accès en terre à partir des bosses.

Les matériaux extraits lors des différents curages sont déposés sur les bosses attenantes où ils se dessèchent naturellement. La vase extraite des métières est utilisée pour confectionner les vettes. Les curages des aires et nourrices se font manuellement par les sauniers qui stockent les vases en pied de bosses pour être reprises à la pelleteuse mécanique. Les chemins de roulage, rampes ou diguerons sont exécutés au moyen de terre prélevée sur des bosses situées à proximité du site à traiter. De même, les produits de curage des champs de marais sont utilisés pour recharger les « petites pièces » (séparation des nourrices et des aires entre elles), le surplus étant déposé sur les bosses attenantes.

La réfection des circuits d'eau comprend la réfection :

- du gros mât (prise d'eau qui commande l'alimentation des métières),
  - de l'amissounée (prise d'eau qui commande l'alimentation du champ de marais)
  - du porte ève (fossé alimentant les marais à partir des métières)
  - de la morte (fossé conduisant l'eau aux tables)
  - de la dalle (petit ruisson réunissant les tables entre elles),
- et de l'essai (prise d'eau qui alimente le marais) et du coui d'écours (qui permet la vidange du marais)

### • Les travaux d'entretien de printemps

De la fin novembre à février, le marais est noyé. Seules les vettes les plus hautes émergent de l'eau (croisées ou enterneaux). Ceci afin de le protéger du gel éventuel.

Le marais est mis à l'écours en février. L'assèchement des métières et des vivres réduit le développement du goémon. Si le temps le permet, commencent alors les travaux de nettoyage des vivres et de débroussaillage des bosses, de remise en état des pompes (vannes) du marais.

A partir de mars, toujours en fonction des conditions météorologiques, commence le nettoyage des vivres, muants nourrices et tables. L'opération consiste à enlever à l'aide du rouable la vase déposée au fond des bassins. Une partie de cette vase sert à remonter les chemins. L'essentiel de la vase est déposé sur la bosse.

### • Préparation de la récolte du sel

Lorsque les premiers grains de sel apparaissent dans les aires, les arrivées d'eau sont coupées (fermeture de l'amissounée). Les sauniers font alors « le tour des aires » pour noyer la fleur et ainsi accélérer le processus de cristallisation. Lorsque l'aire est tapissée de sel avec très peu d'eau elle peut alors être limée. Le limage, qui est la transition entre l'entretien et la récolte. Il consiste à recouvrir le chemin de sel et de roulage avec une fine couche de limure (mélange de vase, d'argile et de sel) pour créer une croûte de sel et ainsi protéger le chemin et réduire la poussière.



- **la récolte du sel**

Une période de récolte moyenne se déroule de la mi-juin à la mi-septembre et comprend entre 30 et 35 traites. Elle comprend la récolte proprement dite, le roulage du sel (à la brouette ou au tracteur), et le réglage d'eau.

La récolte du gros sel s'effectue tous les 2 jours. Le premier jour, l'aire est mouvée : le sel est rassemblé dans le foyer de l'aire de façon à dégager grossièrement les fonds pour favoriser la cristallisation et préserver la demi-récolte en cas d'intempérie.

Le lendemain, ; le sel est tiré et monté sur le chemin en forme de pyramide. Après égouttage, il est transporté sur la bosse, pour être stocké jusqu'à la fin de l'été. Il sera ensuite chargé au tracto-pelle et transporté par remorque dans le hangar à sel.

La fleur de sel est récoltée, à la surface de l'eau avec un outil permettant un premier égouttage. Cette récolte s'effectue tous les jours en fin d'après-midi selon les conditions météorologiques.

### **13 La gestion de l'eau**

Chaque marais salant comporte différents outils qui permettent d'optimiser la gestion de l'eau en fonction des objectifs recherchés : protection contre les intempéries en hiver, réalisation des travaux d'entretien au printemps, récolte du sel et de la fleur en été.

Ces réglages s'effectuent à différents niveaux :

La prise d'eau à la mer détermine l'alimentation des chenaux, l'essai permet de gérer le niveau du vasais, le gros mât celui des métières, l'amissaunée celui du champ de marais.

La gestion de l'eau des vasais, métières et champs de marais est très variée. Généralement, le vasais et les métières, en dehors des périodes de travaux de nettoyage ou restauration, sont maintenus en eau pendant l'hiver par niveau constant.

La gestion de l'eau du champ de marais est différente selon la période de l'année :

En hiver, le marais est noyé sous 20 cm à 50 cm d'eau pour être protégé du gel et de l'érosion. Il est mis à l'écours au printemps pour les travaux de montage. Pendant la période de récolte, les réglages d'eau sont ajustés en fonction des conditions climatiques dans le but d'optimiser la production.

## ANALYSE DES ENJEUX POUVANT ÊTRE LIES A "NATURA 2000"

LPO, synthèse des études biologiques /socioéconomiques et des réunions de groupes de travail

### SALICULTURE ET ENJEUX BIOLOGIQUES : analyse

Les inventaires biologiques ont montré que dans les exploitations salicoles :

- les **vasais** et les **métières** sont reconnus au titre des lagunes et/ou d'habitats d'espèces, et sont donc des espaces d'intérêt communautaire : en effet, l'activité humaine (action du saunier) n'a pas d'influence anthropisante notable. Au contraire, les modalités de gestion de l'eau, des ouvrages hydrauliques, des dépôts sédimentaires (désenvasements espacés dans le temps) sont même considérés comme une amélioration de l'état de conservation de l'habitat. Vasais et métières représentent en moyenne 63% de la surface en eau d'une exploitation salicole. En d'autres termes, l'activité salicole permet le maintien des habitats d'intérêt communautaires [1150, 1330, 1310, 92DO\*, Avocette élégante, Echasse blanche, Sterne pierregarin, Mouette mélanocéphale, Gorgebleue à miroir\*] sur 63% de la surface en eau de l'exploitation.
- Les **champs de marais**, outil de production du sel, n'entrent pas dans le cas des lagunes et ne sont donc pas des habitats d'intérêt communautaire. Ceci n'exclut pas, au cas par cas, la présence d'éléments biologiques intéressants (salicornes annuelles sur les veltes, couples isolés de laro-limicoles nicheurs représentant - à l'échelle de l'île et de l'ensemble des marais salants rétais - + de 5% de la population nicheuse rétaise, soit 9% des avocettes et 7% des échasses en moyenne - avec une année exceptionnelle en 2001 pour l'avocette, avec 30% de la population nicheuse).
- Ainsi, **le fonctionnement actuel d'une exploitation salicole permet le maintien des habitats d'intérêt communautaire – voire parfois l'amélioration de leur état de conservation – sur 63% en moyenne de la surface de marais affectés à l'exploitation. Il permet en outre l'entretien de la végétation des bosses, dont les haies ou fourrés de Tamaris fréquentés par la Gorgebleue (habitat disséminé, de surface non évaluable).**
- Enfin, les colonies de reproduction des laro-limicoles et les reposoirs de marée haute, ne concernent pas les marais exploités (cf. carte).

**En conclusion** : la saliculture est une activité très compatible au maintien, voire à l'amélioration, de l'intérêt biologique général, et de l'intérêt biologique des habitats / espèces d'intérêt communautaire (dont habitats prioritaires) en particulier (DH essentiellement).

### LA SALICULTURE A L'ECHELLE RETAISE : analyse

**Les surfaces salicoles :**

**SURFACE TOTALE EXPLOITEE : 251ha (surfaces en eau)**

dont "champ de marais" : 92,7 ha  
"métières" : 48,3 ha  
"vasais" : 110 ha

NB1 : ces chiffres concernent uniquement les surfaces en eau de l'exploitation. D'après les références cadastrales prenant également en compte les surfaces terrestres (bosses), on obtient environ 325ha. Les bosses représentent environ 30% de l'exploitation.

NB2 : au total, cela fait environ 80 sauniers, dont environ 1/3 de mono-actifs, et 2/3 de pluri-actifs.

**POTENTIALITES DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTIVITE SALICOLE : 75,5ha**

dont "champ de marais" : 51,5 ha  
"métières" : 11,2 ha  
"vasais" : 12,8 ha

## Les surfaces en habitats d'intérêt communautaire présents dans les exploitations salicoles

SURFACE TOTALE EXPLOITEE : **251ha**

dont habitats d'intérêt communautaire (vasais + métières) : 158,3 ha  
autres habitats hors DH-DO (champ de marais) : 92,7 ha

SURFACE POTENTIELLE ADDITIONNELLE : **75,5ha**

dont habitats d'intérêt communautaire (vasais + métières) : 24 ha  
autres habitats hors DH-DO (champ de marais) : 51,5 ha

*NB : Les différences entre ces proportions prévisionnelles et celles actuelles sont dues à l'utilisation - pour les nouveaux champs de marais - de vasais collectifs déjà comptabilisés (actuellement utilisés en dessous de leur potentiel).*

**EN CONCLUSION :** Actuellement, pour une exploitation salicole moyenne :

- **63%** des surfaces en eau exploitées = **habitats d'intérêt communautaire**
- 37% ..... = autres (hors DH-DO)
- le calcul ne peut pas être fait pour les surfaces terrestres (bosses), l'habitat "fourrés ou haies de tamaris" étant trop disséminé et n'ayant pas été cartographié

## SYNTHESE : PRECONISATIONS DE GESTION ENVISAGEABLES / DOCOB

### Résumé des enjeux environnementaux présents dans les exploitations salicoles

#### Végétation :

- présence de l'habitat à Ruppie dans les vasais à conserver (parfois aussi dans les métières)
- présence des habitats de prés salé sur les veltes des métières (asters...), et dans les marais salants (salicornes annuelles...)

#### Faune :

- poissons/anguilles : grossissement, potentiels de renforcement des populations (vasais, métières, chenaux (portèves...)) par échappement de géniteurs
- oiseaux : nidification de larolimicoles dans les métières, parfois dans le marais salant + Gorgebleue et Busards des roseaux sur les bosses (selon les secteurs)

### Préconisations correspondantes

Les préconisations suivantes sont intégrées dans le cahier des charges du CTE saliculture tel qu'il a été proposé par les sauniers.

TYPE	RECOMMANDATIONS
Le Vasais	<p>HYDRAULIQUE-POISSONS/RUPPIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien gestion hydraulique actuelle (maintenir la Ruppie dans les vasais où elle se développe)</li> <li>- Maintien du vasais en eau pendant l'hiver (ou assec ne dépassant pas 15 jours)</li> <li>- Entretien et/ou remplacement ouvrages hydrauliques permettant la circulation des poissons et des anguilles (type d'ouvrages : voir avec le CEMAGREF)</li> <li>- Entretien et/ou recréation de fosses à poissons (refuge lors des mises en assec, grossissement...)</li> <li>- Gestion hydraulique permettant l'entrée des poissons au printemps, et leur sortie à l'automne (recolonisation du milieu naturel)</li> </ul> <p>GESTION DE LA VEGETATION :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de lutte chimique contre la végétation aquatique ou terrestre</li> <li>- Entretien de la végétation des bosses : ne pas la réaliser systématiquement : pas tous les ans ou pas sur toutes les bosses (favoriser la reproduction du Busards des roseaux et des Gorgebleues)</li> </ul>
La métairie	<p>HYDRAULIQUE-POISSONS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien des ouvrages hydrauliques (ou remplacement/pose ?) permettant la circulation des poissons et des anguilles (type d'ouvrages : voir avec le CEMAGREF)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion hydraulique permettant l'entrée des poissons au printemps, et leur sortie à l'automne (recolonisation du milieu naturel)</li> </ul> <p>VEGETATION :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver les veltes et la végétation de prés salés qui s'y développe</li> <li>- Pas de lutte chimique contre la végétation aquatique ou terrestre</li> </ul> <p>OISEAUX :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préserver les nids et les couvées des oiseaux qui s'installent.</li> <li>- Réalisation d'aménagements particuliers pour favoriser la nidification des larolimicoles et gorgebleue (selon un diagnostic environnemental à réaliser par exploitation)</li> </ul>
Le marais salant	<ul style="list-style-type: none"> <li>- préserver les nids et les couvées des oiseaux qui s'installent.</li> <li>- Pas de lutte chimique contre la végétation aquatique ou terrestre</li> </ul>
Les bosses	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fauche : préserver les éventuels nids de Busards des roseaux en laissant une zone non fauchée autour du nid pendant toute la période de reproduction + zone non fauchée éventuelle autour des Tamaris (fauche pas tous les ans)</li> <li>- Tamaris : conserver les tamaris existants et les entretenir régulièrement (les remplacer lorsque morts : attention à ne les remplacer que par <i>Tamarix gallica</i>, indigène)</li> <li>- Lutte manuelle contre les baccharis : enlèvement systématique.</li> <li>- Pas de lutte chimique contre la végétation aquatique ou terrestre</li> </ul>

Or, après examen par le Comité STAR en été 2001, le cahier des charges "CTE saliculture" initialement élaboré et proposé par les sauniers, a été "épuré" de plusieurs mesures.

Or, les mesures non retenues par le comité STAR (notamment n°3,4) correspondaient à 2 des 3 préconisations environnementales considérées comme les plus fondamentales pour assurer le maintien dans un bon état de conservation, des habitats naturels et d'espèces d'intérêt communautaire ! Ces modifications sont donc incohérentes avec la démarche Natura 2000 en cours.

TYPE	RECOMMANDATIONS
CTE saliculture	<p><b><i>Il est fondamental de réintégrer la mesure n°3 en ce qui concerne les modalités de gestion hydraulique (vasais). En effet, si l'aspect "travaux hydrauliques" pourrait si besoin être dissocié du CTE et faire l'objet d'une action spécifique conduite par un prestataire extérieur (tel que l'AEMA), la GESTION ne peut en aucun cas être confiée à d'autres qu'aux sauniers car il s'agit de leur outil de production.</i></b></p> <p><b><i>De même, la mesure n°4 en faveur des Gorgebleues, est une GESTION qui ne peut dépendre que de l'exploitant.</i></b></p>

# OSTREICULTURE PROFESSIONNELLE

Sources : Chambre d'Agriculture de La Rochelle  
(MAUGET & al., 2001)

Affaires Maritimes

Syndicat d'Union Ostréicole Rétais

Carte des concessions ostréicoles dans le DPM  
Source : AFFAIRES MARITIMES – données collectées par la Chambre  
d'Agriculture

Modalités d'exploitation ostréicole professionnelle  
Source : SYNDICAT D'UNION OSTREICOLE RETAIS - Document conçu  
et remis à l'Opérateur Local dans le cadre de la démarche Natura 2000.  
Nov. 2001

## PRESENTATION DE L'ACTIVITE

### Chambre d'Agriculture, J. MAUGET, mars 2003

A noter que nous ne disposons pas d'éléments précis et récents concernant l'activité ostréicole rétaise. Une enquête statistique qui doit être réalisée au cours de l'été apportera des renseignements précis sur le nombre d'ostréiculteurs, leur statut, leur activité...

L'essentiel des données ci-dessous proviennent de la Direction Départementale des Affaires Maritimes de La Rochelle et du SMVM daté de 1997.

### 11 - Historique de l'activité ostréicole dans les marais

Selon Sarah Mille dans sa thèse de doctorat « Paysages des marais salicoles charentais », 18/12/2000, « *les prémices de la culture ostréicole [dans les marais de Marennes Oléron] datent au moins du XVII<sup>ème</sup> siècle puisque les huîtres sont alors consommées à Versailles* ». L'ostréiculture est alors perçue comme relais possible de la saliculture dans les marais de la Seudre où le passage définitif de la saliculture à l'ostréiculture se fera au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle. Sur Ré, le développement de l'ostréiculture dans les marais salants semble relativement récent (années 50/60 ?) et restera limité et localisé.

### 12 – La production dans le département

L'activité conchylicole qui s'exerce sur le littoral charentais comprend plusieurs phases :

1. Le captage du naissain,
2. L'élevage en parcs,
3. L'affinage,
4. Le stockage, la commercialisation et l'expédition

**Le département** est un site privilégié pour le captage. C'est le seul à maîtriser toute la filière du captage à la commercialisation après affinage (ou non) en claires.

La production charentaise représente près du tiers de la production nationale avec 30 à 40 000 T produites par plus de 2000 exploitations et 4 000 emplois permanents. Le chiffre d'affaires est de 170 millions d'€.

**Le secteur de La Rochelle** : Le quartier de La Rochelle s'étend de la rive gauche de la Sèvre niortaise à la rive gauche de la Charente et comprend les îles de Ré et d'Aix.

Ce secteur a une vocation traditionnelle de captage et d'élevage. On compte à peine 1 000 professionnels qui exploitent 1 075 ha de concessions sur le DPM et 240 ha de marais salés. La production s'élève à 10 000 T commercialisées par 200 établissements d'expédition agréés.

- 310 ostréiculteurs exploitant des marais sont inscrits à la MSA,
- 135 sont inscrits maritimes et
- 200 sont salariés saisonniers.

### 13 - L'ostréiculture dans le site 22

#### Dans le DPM

Les Affaires Maritimes recensent **222 concessions** sur l'estran :

- 101 dans le Fier d'Ars, (65 ha en 151 parcelles),
- 176 dans la Fosse de Loix (187 ha en 510 parcelles).

A noter que si le total des concessionnaires est inférieur à la somme des 2 sites, c'est parce que le même ostréiculteur peut avoir des concessions dans les 2 sites.

Les rétais évaluent à une cinquantaine le nombre d'ostréiculteurs résidant sur l'île.

#### Dans les marais

L'activité ostréicole dans les marais du Fier d'Ars et de la Fosse de Loix est localisée dans 6 sites principalement :

Le Boutillon, en bordure des chenaux des Eveillards (le Feneau) et du Louzon (les Herbiers), La Tonille, la Percotte et la Moulinatte.

### 14 - Les enjeux et les perspectives

#### Un projet de mise en place de filières au large

Selon les promoteurs de la mise en place de filières dans le Fier d'Ars, le système d'exploitation ostréicole actuel est complexe, peu rationnel, il a un coût humain élevé et est très consommateur d'énergie ; de plus la présence de tables dans l'estran accentue les dépôts de sédiments et contribue à son envasement.

Le captage du naissain se réalise principalement au sud de l'île, les huîtres nées dans les parcs rétais sont ensuite expédiées en Normandie ou en Bretagne pour leur grossissement. Elles sont rapatriées sur Ré pour la finition (quelquefois en claire) et vendues soit sur le marché local soit sous le label « Marennes-Oléron ».

De nouvelles techniques de production permettent de simplifier le système tout en améliorant la qualité du produit, c'est la technique de **l'élevage au large sur filière** en complément (ou en remplacement) de l'élevage sur tables dans l'estran.

Plusieurs facteurs encouragent cette nouvelle technologie :

1. Le passage aux 35 h nécessite des gains de productivité du travail, or l'élevage en Bretagne est très coûteux en temps de travail,
2. La possibilité de réduire les coûts de transport,
3. La teneur plus élevée en sucre des huîtres produites en haute mer (qualité correspondant aux spéciales).

Face à ces enjeux pour l'avenir, une quarantaine d'ostréiculteurs se sont regroupés pour créer une coopérative et mettre en place ces filières.

La coopérative devra se doter de moyens matériels pour l'implantation des filières et la récolte (un bateau équipé notamment).

Le principe retenu est que chaque nouvelle obtention de droit dans le domaine maritime au large libère une surface dans l'estran ayant une capacité équivalente de production.

**L'objectif est d'implanter 300 filières** au large. Chaque filière correspond à environ 20 ares de tables dans l'estran. Les 300 filières doivent permettre de supprimer 60 ha de parcs dans l'estran. Chaque droit obtenu en filière se traduit par un abandon de droits équivalents dans l'estran. Les parcs libérés seront réhabilités.

Ce projet ne pourra aboutir sans un accord des acteurs concernés :

1. Les ostréiculteurs eux mêmes, car tous n'adhèrent pas au projet
2. Les plaisanciers, pêcheurs qui peuvent être réticents à ces filières qui limitent leurs zone d'activité,
3. Les mytiliculteurs qui peuvent craindre une concurrence dans l'utilisation de la ressource,
4. Les associations de protection de la nature,
5. Les collectivités locales et autres financeurs publics.

## 15 - Vers une demande plus importante de marais

**Les marais constituent l'atout majeur local** en terme de concurrence avec les autres sites de production. L'ostréiculture rétaise doit adopter la même stratégie que celle de Marennes Oléron : la faire reposer sur sa spécificité :

- Affinage en claire,
- Démarche qualité,

La pousse en claire demande des surfaces de marais considérables compte tenu du faible chargement. Les marais de Marennes étaient à l'abandon, on assiste actuellement à une reconquête importante par l'ostréiculture. Il faut permettre des possibilités de développement de l'ostréiculture dans les marais rétais parce que demain la création de filière au large et les démarches qualité offriront aux jeunes des possibilités d'installation.

Les marais rétais détenus par les ostréiculteurs sont, semble-t-il peu utilisés, mais ils représentent un atout considérable pour une démarche qualité. Il est toutefois difficile aujourd'hui de dire quels seront les besoins en marais pour l'affinage (ou le grossissement).

On peut estimer que les surfaces de marais qui seront utilisés par l'ostréiculture au terme des 6 prochaines années, ne dépasseront pas les 300 ha. Cette surface dépendra des besoins mais aussi des possibilités qu'auront les ostréiculteurs de louer (ou d'acheter) des marais sur l'île.

## 16 - Quel équilibre entre production et protection ?

Il y a sans doute contradiction entre l'objectif ostréicole qui est d'obtenir la **productivité primaire maximale** des claires et l'objectif de **préservation des habitats** qui nécessite une production secondaire forte par ex. les herbiers à ruppia. Tout ostréiculteur doit éliminer les ruppia. Cependant, toute claire laissée par l'ostréiculture est vite recolonisée par le ruppia.

Il ne semble pas au contraire y avoir d'incompatibilité entre l'ostréiculture et la protection des oiseaux.

Les ostréiculteurs sont défavorables à un zonage de l'activité ostréicole qui aurait pour effet de figer des situations et de les empêcher de saisir des opportunités foncières. Tous les marais non utilisés pour la saliculture sont potentiellement ostréicoles.

Un état des lieux des marais ostréicoles doit être fait pour évaluer dans 6 ans quel aura été l'impact du développement de l'activité ostréicole dans les marais.

Un équilibre sera recherché entre vocation biologique et activités économiques. Ce sont les modalités d'exploitation qui détermineront les possibilités de préservation des sites concernés.

Un accord est proposé entre protection et production sur la base suivante :

- 1/3 des surfaces de marais (300 sur les 900 en eau) sont destinés prioritairement à la saliculture privilégiant la démarche protection des habitats prioritaires,

- L'hypothèse est faite que 1/3 des marais seront exploités par l'ostréiculture au terme des 6 ans sur lesquels sera privilégiée la protection des oiseaux,
- Et que 1/3 des marais resteront sans vocation économique déterminée.

Un suivi sera réalisé sur 3 ou 4 exploitations ostréicoles après typologie de fonctionnement de ces exploitations. Les ostréiculteurs s'engagent à réaliser la carte des marais exploités par les ostréiculteurs pour faire le bilan de l'évolution en 2008.

La mise en place d'un CTE ostréiculture sur Ré pourrait favoriser l'atteinte des objectifs en terme de qualité des produits et de préservation de l'environnement.

## **21- Caractéristiques des activités**

Les activités ostréicoles se décomposent en plusieurs phases situées le plus souvent sur des espaces différents :

- 1 Le captage de naissain,
- 2 L'élevage et le grossissement en parcs,
- 2 L'affinage en claire,
- 3 Le stockage, l'expédition et la commercialisation

## **22 - caractéristiques des pratiques**

## **23 - gestion de l'eau**



## ANALYSE DES ENJEUX POUVANT ÊTRE LIÉS À "NATURA 2000"

LPO, synthèse des études biologiques /socioéconomiques et des réunions de groupes de travail

### OSTREICULTURE/CONCHYLICULTURE ET ENJEUX BIOLOGIQUES : ANALYSE

Les inventaires biologiques ont montré que dans les exploitations ostréicoles professionnelles :

- Les marais utilisés à des fins d'ostréiculture professionnelle ne sont pas des habitats d'intérêt communautaire, soit que les marais aient été modifiés (berges abruptes, fonds remaniés...), soit que la gestion hydraulique (profondeur d'eau importante...) ne permette pas l'expression des communautés végétales caractéristiques des "habitats lagunaires" tels que définis par les documents d'interprétation de la directive Habitats (texte de la DH, Manuel d'Interprétation des habitats de la DH version EUR-15, Cahiers d'habitats côtiers). Il existe parfois quelques exceptions localisées.
- Les colonies de reproduction des larvo-limicoles ne concernent pas les marais exploités (cf. carte) : **"Les sites d'aquaculture professionnelle (8 installations au total) ou d'ostréiculture professionnelle (18 installations) sont extrêmement peu utilisés**, ce qui s'explique par leurs fortes profondeurs d'eau et/ou l'absence d'îlots ou de diguettes qui les rendent habituellement impropres à l'installation des petits charadriiformes coloniaux." (THIBAUT, mars 2002). De même concernant les reposoirs de marée haute, à l'exception d'un seul ("le Boutillon") où viennent se rassembler les Courlis cendrés.
- Dans quelques cas, le Busard des roseaux se reproduit sur des bosses peu utilisées, plutôt situées en périphérie de l'exploitation..

**En conclusion** : en dehors de cas ponctuels (busard nicheur, reposoir du Boutillon, marais en cessation temporaire d'activité), l'activité ostréicole professionnelle n'héberge pas ou peu d'habitats / d'espèces d'intérêt communautaire.

### SYNTHÈSE : PRECONISATIONS DE GESTION ENVISAGEABLES / DOCOB

En l'absence d'informations cartographiques sur la typologie des usages ostréicoles professionnels par bassins (cf. §3b), l'analyse croisée des données biologiques/socio-économiques ne peut pas être faite.

Du point de vue avifaunistique, les marais à vocation ostréicole et aquacole présentent d'une façon générale des conditions de tranquillité satisfaisantes en période de reproduction des larvo-limicoles. Ces marais restent malgré tout sous-utilisés par les sternes, les échasses et les avocettes car leur configuration (bassins de faible superficie, profonds et/ou recreusés, absence de diguettes ou d'îlots) et leur gestion hydraulique (assec au printemps/été ou au contraire niveau d'eau trop élevé au moins pour les Echasses et les Avocettes) sont défavorables à ces espèces.

Une réflexion pourrait être menée avec les représentants de ces différentes professions afin d'évaluer les possibilités d'intégrer l'accueil des colonies de larvo-limicoles.

Pour cela, il est nécessaire :

- 1) d'établir une typologie des exigences liées aux différentes pratiques (affinage, pousse en clair, élevage des gambas, etc.) en terme d'aménagement de marais et de gestion hydraulique,
- 2) de confronter ces exigences avec celles des larvo-limicoles.

Cette démarche pourrait être concrétisée à travers la mise en place d'une ou plusieurs expériences pilotes. Si les résultats sont positifs, l'accueil des larvo-limicoles pourrait être intégré dans un volet environnemental d'un éventuel futur Contrat Natura 2000 ou CTE ostréiculture.

Enfin, les nouveaux projets d'aménagement ostréicole ou aquacole devraient être réalisés sur des espaces sans enjeux pour les colonies de petits charadriiformes ou devraient le cas échéant intégrer des mesures compensatoires (création d'un nouveau site en remplacement du site détruit).

TYPE	RECOMMANDATIONS
Modalités d'exploitation	<p>Préconisations : aucune en l'état actuel des connaissances.</p> <p>- mise en place d'une ou plusieurs expériences pilotes. Si les résultats sont positifs, l'accueil des laro-limicoles pourrait être intégré dans le volet environnemental d'un futur CTE ostréiculture.</p> <p>=&gt; établir une typologie des exigences liées aux différentes pratiques (affinage, pousse en clair, élevage des gambas, etc.) en terme d'aménagement de marais et de gestion hydraulique</p> <p>=&gt; confronter ces exigences avec celles des laro-limicoles</p>

# AQUACULTURE PROFESSIONNELLE

Sources :  
Ferme des Baleines (Les Portes en Ré) & Société Aquacole de l'Île de Ré (Loix en Ré)

Affaires Maritimes

Syndicat d'Union Ostréicole Rétais



## PRESENTATION DE L'ACTIVITE

### L'activité aquacole sur l'Île de Ré

Les sites du Fier d'Ars et de la Fosse de Loix comptent chacun une exploitation aquacole. Chacune à une grande importance en raison de son poids économique et du nombre d'emplois permanents qu'elle maintient dans le canton d'Ars.

1- Il existe seulement 2 fermes aquacoles (au sens strict) sur le site : la Ferme des Baleines (St Clément – production : bars), et la SAIR (Loix en-Ré – production : turbots).

Exploitation	Localisation	Gestionnaire	Production
Ferme Marine des Baleines	St-Clément des Baleines	Mr Bernard HOUIN	Bars
Société Aquacole de l'île de Ré	Loix-en-Ré	Mr Dominique DUVAL	Turbots

**2- En revanche, nombre d'exploitations ostréicoles font également de l'aquaculture en accompagnement de leur activité principale.**

**3- De même, un grand nombre de particuliers pratiquent une aquaculture familiale ou de loisirs sur leurs marais, à but familial et non commercial.**

Il est impossible de quantifier ou de caractériser ces deux derniers points faute de données existantes. Le recueil de données sur ces points nécessiterait un important travail de terrain et de rencontres individuelles avec les propriétaires et les exploitants, qu'il n'était pas possible de réaliser dans les conditions techniques, financières et de calendrier imparties par la réalisation du Docob. D'autre part, un tel inventaire ne se justifie pas forcément, la localisation cartographique de cette activité ou sa quantification précise n'étant pas indispensable aux préconisations environnementales.

### Perspectives, évolutions...

L'aquaculture est ressentie par les 2 professionnels comme une activité "tolérée" sur Ré dans le contexte socio-politique local.

Pour exemple : la Commission des cultures marines ne délivre d'autorisations de cultures aquacoles qu'à condition qu'il n'y ait pas d'apport de nourriture (spécifiquement rétais ?)

**Dans ce contexte, il n'y a pas d'évolution prévisible en terme de surface totale** (hormis évolutions au sein même des 2 exploitations existantes, dans les limites de l'exploitation) ni de nombre de professionnels

En revanche, des évolutions peuvent être apportées au fonctionnement de chacune des deux exploitations existantes. Par exemple, le projet d'amélioration des rejets azotés pour la ferme des Baleines, dont l'aboutissement est conditionné à celui du projet d'extension (lagunage, réserves d'eau amont), bloqué par des enjeux fonciers.

## LA FERME MARINE DES BALEINES : PRESENTATION

### **HISTORIQUE ET FONCTIONNEMENT**

Les caractéristiques de la ferme aquacole sont présentées par Bernard HOUIN Directeur et André ZWAGA, directeur technique.

Cette entreprise emploie 23 personnes à temps plein auxquelles il faut ajouter 6 saisonniers en été. Le chiffre d'affaires a dépassé en 2000 les 25 millions de F.

L'entreprise a été créée en 1984 et installée sur une superficie de 23 ha. Elle avait pour objectif de produire du bar, de la daurade et de réaliser du grossissement de palourdes.

Les hivers 84/85 & 85/86 ont été très froids. Il a fallu rechercher des solutions pour réchauffer l'eau des bassins pour la maintenir à au moins 9 °C.

La production de daurade a été rapidement arrêtée car l'eau est trop froide l'hiver et pas suffisamment chaude assez longtemps l'été pour obtenir des croissances satisfaisantes.

Une étude comparative a été réalisée entre énergie géothermique, gaz ou charbon. C'est le géothermique qui apparaissait le plus économique, d'autant plus que des forages de reconnaissance réalisés à quelques km par l'hydrogéologue de la DDAF avaient permis de pomper de l'eau à 30 °C à 360 m de profondeur avec des débits de 100 m<sup>3</sup>/h (et à 32 ° à 460 m à Ars en Ré pour un débit de 90 m<sup>3</sup>/h).

Le forage de reconnaissance réalisé dans le site de la ferme des baleines a été un échec puisque la descente à 591 m n'a permis d'obtenir un débit que de 7 m<sup>3</sup>/h, débit insuffisant pour être exploité.

L'activité de la ferme a dû être arrêtée pour être reprise en juillet 1988 avec des techniques de production différentes :

1. Favoriser le renouvellement de l'eau par l'aménagement d'un **bassin de stockage** en amont qui se remplit à chaque marée (réserve tampon),
2. Assurer un **protection thermique** durant l'hiver. Un forage à 15 m de profondeur permet d'obtenir un débit de 100 m<sup>3</sup>/h d'une eau à 14,9 °C, avec une puissance de pompage réduite (15 kwh). Un échangeur entre ce circuit à 14,9 ° et l'eau des bassins permet de maintenir la température de l'eau des bassins à au moins 9 °. Le forage est utilisé dès que la température de l'eau de mer descend sous la barre des 7 °.
3. Un apport complémentaire en **oxygène** dans les bassins permet de réduire les pathologies, d'optimiser les croissances et d'améliorer la transformation de l'aliment. Cet apport est très important, il atteint les 2 T par jour l'été lorsque la température atteint 25 °. Grâce notamment à cet enrichissement en oxygène, la ferme des baleine a supprimé toute supplémentation en antibiotique. Pour se protéger des attaques de vibriose (bactérie apportée semble-t-il par l'anguille, les alevins sont vaccinés en éclosérie).
4. Une **lagune** fonctionne depuis 1994, elle assure le dépôt de matières en suspension avant l'évacuation dans le chenal. Le temps de séjour est extrêmement court : 1 journée environ. Les dépôts de boue sont faibles puisque la lagune n'a pas nécessité de curage jusqu'à ce jour. Le laboratoire départemental d'hydrologie réalise des analyses d'eau depuis 1993 plusieurs fois par mois (3 analyses sur le site et 2 analyses à l'extérieur : à l'entrée et à la sortie des eaux). A noter que le poisson est un animal à sang chaud et qu'en conséquence il n'héberge aucun coliforme. Dans 80 % des cas, les analyses montrent qu'il n'y a aucune différence de qualité d'eau entre l'entrée et la sortie. Lorsqu'il y a des différences, il s'agit d'augmentation des teneurs en matières azotées.

**Une extension des bassins de stockage en amont et de lagunage en aval serait souhaitable pour assurer une plus grande fiabilité au système de production et améliorer la qualité des rejets.**

**L'acquisition des terrains en indivision, recherchée depuis 1990, n'a pas été possible jusqu'à ce jour. Cette extension se justifie tant du point de vue économique (augmentation de la réserve en amont et donc plus grande fiabilité du système) que du point de vue environnemental (amélioration de la qualité des rejets). Cette extension a pour effet d'extensifier la production et en aucun cas d'augmenter la capacité de production.**

## LE CYCLE DE PRODUCTION

Les alevins sont achetés 1 fois par an (5 transports de 30 000 poissons) au poids de 2 g. Leur poids atteindra 55 à 60 g à 1 an. Ils seront vendus à 500 g environ à l'âge de 20 à 30 mois.

Les bars sont produits dans 3 bassins sous tunnel plastique, la bâche étant tendue par une ventilation en surpression.

3 pompes de 500 m<sup>3</sup>/h (8 kwh) par bassin assurent le renouvellement de l'eau.

La Ferme expérimente de nouvelles techniques pour automatiser le comptage, le calibrage et la répartition dans les différents bassins des poissons qui atteignent les 300 g.

La production annuelle est de 500 T environ. La moitié de cette production est exportée. Depuis plusieurs années, la vente tend à se régulariser sur l'ensemble de l'année.

Les bars sont triés et classés en 4 catégories (3 à 400 g, 4 à 500g, 500g à 1kg, 1 à 1,5 kg). C'est cette dernière catégorie qui offre la meilleure valorisation.

La production est vendue à des centrales d'achat, des grossistes et des filières qualité qui imposent un cahier des charges de production très sévère. A noter que les farines animales ont été supprimées des aliments dès 1996, les farines de sang en 98 et le soja a été réduit à 10 % et garanti sans OGM.

L'alimentation est composée essentiellement de farines de poisson, blé, gluten, huile de poisson et soja.

L'ensemble des cadavres, congelés sur le site, sont enlevés par une société d'équarrissage.

Le système de pesage/tri, conditionnement et réfrigération du poisson a pour objectif de conserver la plus grande fraîcheur au produit.

L'année 2001 n'a pas permis d'obtenir les résultats économiques escomptés. La production locale a dû faire face à une forte concurrence des productions de Turquie et de Grèce. Bien qu'ayant obtenu l'agrément sanitaire européen, des doutes existent quant à la qualité du produit de cette région dans la mesure où certains sites de production auraient des capacités de réfrigération limitées (ils ne seraient pas raccordés au réseau électrique). De plus les conditions sociales dans ces pays sont très différentes (travail des enfants notamment). Les coûts de production y sont donc très inférieurs.

## **LABELLISATION DE L'ACTIVITE**

La ferme marine des baleines est la **première et la seule entreprise française** qui élève du bar à être certifiée **ISO 14 001**.

ISO 14 001 : Cahier des charges strict, européen, portant essentiellement sur les prescriptions d'élevage, l'équarrissage des produits morts.... Du point de vue environnement, les prescriptions concernent la qualité d'eau (nombreux points de contrôle de l'entrée à la sortie de l'exploitation, suivi réalisé par un labo indépendant – contrat volontaire depuis 5 ans) et la collecte des déchets inertes.

## **MISE AUX NORMES SANITAIRE DEMANDEE PAR LA DSV**

Compte tenu de sa situation en marais, la Ferme des baleines rencontre de grandes difficultés pour construire les bâtiments dont elle a besoin. **C'est le cas actuellement pour agrandir la salle de conditionnement (agrandissement demandé par les Services Vétérinaires).**

---

## **LA SOCIETE AQUACOLE DE L'ILE DE RE : PRESENTATION**

Les caractéristiques de la ferme aquacole sont présentées par Mr Dominique DUVAL, directeur, et par un film grand public réalisé par la SAIR.

### **HISTORIQUE ET STRUCTURE**

La SAIR est le siège social de 2 fermes aquacoles : celle de Loix en Ré, et une seconde à Noirmoutier.

Dès 1980, la SAIR s'est orientée vers l'aquaculture des Turbots.

Surface totale : 26ha, dont :

- 4000m<sup>2</sup> de bassins d'élevage, au nombre de 90
- le reste de la surface ⇔ Réserves d'eau amont + Lagunes aval

### **CYCLE DE PRODUCTION :**

La SAIR reçoit env. 150 000 alevins / an, pour un cycle d'élevage de 3 ans (âge d'arrivée des alevins sur l'exploitation : 4-5 mois). Ainsi, il y a en permanence entre 3 et 400 000 poissons dans l'élevage.

Les poissons sont triés en moyenne 3 fois pendant le cycle de production (le 1<sup>er</sup> tri intervenant à la fin de la 1<sup>ère</sup> année).

Le Turbot étant un poisson plat dont la biologie rend plutôt à le voir rester poser sur le don, le taux de conversion est de 1,23 (soit 1kg de poisson pour 1,23kg d'aliment). L'objectif est de se rapprocher le plus possible de 1 pour 1.

Pour assurer un tel taux de conversion, la SAIR a recours, comme la ferme des Baleines, à la suroxygénation de l'eau.

Le taux de croissance est largement fonction de la température : les températures létales pour le Turbot sont +4°C pour les inférieures, et +26°C pour les supérieures (le taux de croissance est de zéro à 4°C, faible à 8°C, correct à 14°C). La température optimale est de 14-18°C. L'objectif de la gestion hydraulique est donc de maintenir une température au moins égale à 14°C.

Les gammes de poids recherchées vont de 500g à >3000g (par tranches de poids), les gammes de poids inférieures (500 à 1000g) étant les plus rentables mais les moins demandées. La commercialisation se fait pour 2/3 en France, et pour 1/3 par exportation vers l'étranger (Italie, Espagne, plus récemment l'Asie...). Le conditionnement est donc assuré en quotidien en boîtes isothermes.

Le Chiffre d'Affaires annuel est d'environ 7,7 millions de F.

### **FONCTIONNEMENT HYDRAULIQUE : MER + NAPPE**

L'alimentation en eau est assurée par deux moyens complémentaires :

- eau de mer (entrée dans les lagunes de "réserve d'eau amont" par gravité lors des marées hautes)
- eau de pompage dans la nappe salée souterraine.

L'entrée d'eau en provenance de la nappe a pour rôle de maintenir la température de l'eau dans les bassins d'élevage en dehors des températures létales pour le turbot qui ne supporte pas les trop fortes amplitudes thermiques quotidiennes. Or, l'eau de la nappe salée est à température constante de 14°C, ce qui permet d'assurer, par mélange avec l'eau de mer, une relative stabilité des températures dans les bassins. L'eau de nappe a donc pour rôle de réchauffer l'eau de mer en hiver, de la refroidir en été.

Le pompage dans la nappe souterraine salée est assurée par 7 forages.

Le débit varie selon les besoins saisonniers, avec un total de 900 à 1500m<sup>3</sup> / heure. En été + en hiver (soit 6 mois de l'année), le pompage souterrain entre dans ce total pour 290m<sup>3</sup> / heure environ.

### **TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

Il n'y a pas de traitement des effluents. Les lagunes aval ne peuvent pas être considérées comme un système de lagune ni d'épuration, le temps de séjour des eaux correspondant au temps séparant deux marées basses (eaux rejetées vers le Fiers dès la 1<sup>ère</sup> marée basse permettant l'évacuation par gravité).

Mr Duval affirme cependant que les suivis hydrobiologiques en sortie, et après plusieurs années de recul, ont montré qu'il n'y aurait aucun problème de qualité des rejets et ce pour deux raisons :

- les lagunes de stockage avant évacuation représentent 26ha, soit une surface très importante par rapport au débit d'eau
- les rejets sont très dilués grâce au mélange eau de mer / eau de nappe.

Deux indicateurs sont pour lui essentiels :

- la plage, située en sortie, est toujours classée "bleue" pour les eaux de baignade
- la zone ostréicole en aval (DPM) est toujours classée CA

### **CONTENTIEUX / UTILISATION DE LA NAPPE**

Il existe depuis de nombreuses années un important contentieux entre la SAIR et les habitants/associations de Loix en Ré lié aux pompages de la SAIR dans la nappe salée.

En effet, hydrogéologiquement, il existe en sous-sol une nappe salée permanente, en surface de laquelle vient se superposer une lentille d'eau douce (qui n'est pas une nappe captive).

En sous-sol de la SAIR, la nappe est salée et les pompages ont lieu dans la nappe salée. Or, le pompage crée un cône de rabattement de la nappe douce vers la nappe salée. La SAIR est donc accusée d'être à l'origine de l'assèchement et/ou de la modification de la qualité de l'eau que les habitants de Loix puisent dans leurs puits, originellement en eau douce (lentille d'eau douce de surface), et désormais saumâtre.

## EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES

### LABEL ROUGE :

Objectif : La survie économique de l'exploitation est liée à une production de qualité affichée, et demande donc de s'orienter vers une démarche de qualité. L'objectif étant de permettre à la SAIR de se démarquer par rapport à d'autres productions européennes.

Obtention du label : le dossier de demande de label rouge agréé a été déposé. La SAIR est actuellement en attente de la réponse, qui devrait intervenir courant 2002 (printemps probablement).

Contrôles / label : par un bureau de contrôle extérieur (VERITAS).

Conséquences : le prix de vente des produits pourrait être supérieur de 5 à 10%, mais l'objectif de la SAIR est de maintenir le cours 2001, très satisfaisant.

## PROJET DE CIRCUIT FERMÉ

Objectif : dédouaner la SAIR / problème de contentieux lié à l'utilisation de la nappe

Projet : Le projet comporte deux volets :

- un volet d'optimisation des points de captage (pompage + à l'ouest de l'exploitation, c'est à dire le plus loin possible de la zone où se trouve la lentille d'eau douce de surface
- un passage en "circuit fermé" ou plus exactement "partiellement fermé" : après sa sortie, l'eau passerait en station d'épuration et serait recyclée et renvoyée en début de circuit hydraulique. Cette solution, actuellement encore en cours d'étude, serait la solution retenue et équiperait le grand module de production (qui consomme 1200m<sup>3</sup>/h). Cette solution permettrait de réduire les besoins en eau phréatique de 2 à 2,5x, le renouvellement en "eau neuve" étant abaissé dans ce projet à environ 80m<sup>3</sup>/h.

### Gain et coûts :

Le projet est estimé à un investissement de 4 millions de F.

En contrepartie, l'espoir est d'avoir un gain thermique par ce circuit fermé, permettant un lissage des températures de l'eau (moins de fluctuations intersaisonnières), donc une régularisation de la production (actuellement : 0 tonne en décembre, 23t en oct.).



## ANALYSE DES ENJEUX POUVANT ÊTRE LIÉS À "NATURA 2000"

### AQUACULTURE ET ENJEUX BIOLOGIQUES : analyse

Les inventaires biologiques ont montré que dans les exploitations aquacoles professionnelles :

- Les marais utilisés à des fins d'aquaculture professionnelle ne sont pas des habitats d'intérêt communautaire, soit qu'ils aient été modifiés (berges abruptes, fonds remaniés...), soit que la gestion hydraulique (profondeur d'eau importante...) ne permette pas l'expression des éléments caractéristiques des "habitats lagunaires".
- Ces marais ne sont pas non plus concernés par les habitats d'oiseaux (ni nidification, ni hivernage/migration en reposoirs ou remises diurnes)

**En conclusion** : les marais aquacoles n'hébergent pas d'habitats d'intérêt communautaire. En revanche, les aquaculteurs signalent que les anguilles fréquentent les réserves d'eau amont.

### L'AQUACULTURE À L'ÉCHELLE RETAISE : analyse

#### ■ Evolution des surfaces aquacoles :

Dans l'état actuel d'absence de perspectives d'évolution en terme de surfaces, il n'y a **pas de nécessité d'action correspondante dans le Docob**.

Si un projet aquacole venait à naître => présentation, évaluation et avis du Comité de Pilotage du site, lors de sa réunion annuelle.

L'évolution est de toutes façons conditionnée au statut de Site Classé et aux zonages des POS des communes, et au contenu du SMVM.

### LES DEUX FERMES AQUACOLES RETAISES : analyse

#### ■ Prescriptions de gestion environnementales / exploitations actuelles :

Au vu des modalités d'exploitations exposées ci-dessus, il semble qu'il n'y ait pas ou peu de possibilités de prescriptions environnementales permettant d'allier la préservation d'habitats d'intérêt communautaire :

- Bassins d'élevage : ces structures artificielles (bassins bétonnés, sous bâche) n'ont aucun intérêt biologique et sont donc considérés comme hors du champ d'application de la directive Habitats.
- Bassins servant de Réserve d'Eau amont : situation différente selon qu'il s'agit de la Ferme des Baleines ou de la SAIR :
  - Ferme des Baleines : Les réserves d'eau amont furent réaménagées il y a de cela plus de 20 ans, avec approfondissement à 4m et modification des fonds. Une telle profondeur ne permet pas l'expression des habitats d'intérêt communautaire. En tant qu'habitats d'espèces, il est possible que ces bassins puissent entrer dans le cycle de développement de l'Anguille dont les stades finaux semblent privilégier des bassins plus profonds.
  - SAIR : les réserves d'eau amont n'ont pas été modifiées. Leur gestion actuelle avec un renouvellement régulier de l'eau (apport d'eau de mer à chaque marée ou presque) permet le maintien du faciès lagunaire présentant des herbiers de Ruppie.
- Bassins servant de Réserve d'Eau ou de lagunage aval : situation différente selon qu'il s'agit de la Ferme des Baleines ou de la SAIR :
  - Ferme des Baleines : Les lagunes aval, comme les réserves amont, furent réaménagées il y a de cela plus de 20 ans, avec approfondissement à 4m et modification des fonds.

Une telle profondeur ne permet pas l'expression des habitats d'intérêt communautaire. En tant qu'habitats d'espèces, il est possible que ces bassins puissent entrer dans le cycle de développement de l'Anguille dont les stades finaux semblent privilégier des bassins plus profonds.

- SAIR : les réserves d'eau aval (elles n'ont pas de rôle de lagunage, le temps de séjour maximal de l'eau correspondant à 1 cycle de marée) n'ont pas été modifiées. Leur gestion actuelle, avec une vidange à chaque marée ou presque, permet à certaines périodes de l'année, l'expression aléatoire de faciès à salicornes annuelles.
- Bosses et milieux terrestres : ils n'hébergent pas d'habitats d'intérêt communautaire, hormis quelques linéaires ou bouquets de *Tamarix gallica* (l'un des habitats de reproduction de la Gorgebleue). Les préconisations qui peuvent être faites sont d'ordre plus paysagère que strictement biologiques, avec un entretien annuel par fauche d'été, et le maintien/entretien des linéaires de Tamaris.

#### ■ Prescriptions de gestion environnementales / perspectives :

- **Projet d'extension lagunage-réserves d'eau (Ferme des Baleines) :**  
Des prescriptions environnementales pourraient par contre porter sur ce projet, s'il aboutit. En effet, le projet d'extension peut être conçu dès maintenant en prenant en compte les préconisations environnementales permettant d'améliorer sa cohérence dans le contexte biologique de l'île et de ce secteur en particulier.

#### ■ Suivi de la qualité de l'eau :

Les 2 fermes font déjà l'objet d'un suivi dans le cadre de leurs cahiers des charges respectifs (label rouge ou ISO 14001).

Les normes de qualité d'eau à respecter pourraient être amenées à évoluer (ainsi que les taxes) dans le cadre de la nouvelle Loi sur l'Eau, à laquelle les fermes sont assujetties. Evolution des contrôles dans ce cadre.

Les seules préconisations / recommandations qui peuvent être faites concernent :

- la nécessité pour les 2 exploitants aquacoles de s'assurer du caractère irréprochable des analyses de qualité d'eau de rejets (analyse des rejets en sortie et **sans dilution**, laboratoire indépendant),
- la nécessité (conseil) pour ces deux exploitants de faire preuve de transparence d'information vis à vis du public, en communiquant mieux et plus sur les résultats des exploitations, essentiellement en matière de qualité d'eau et de rejets, sujets souvent polémiques au niveau local,
- la nécessité pour la SAIR de réaliser plus de concertation et de faire aboutir son projet de "circuit fermé" permettant de mettre fin aux conflits SAIR/usagers concernant l'utilisation de la nappe phréatique

### **SYNTHESE : PRECONISATIONS DE GESTION ENVISAGEABLES / DOCOB**

- En l'absence actuelle de perspectives d'évolution en terme de surfaces aquacoles / de nombres d'exploitations à l'échelle des marais Rétais, il n'y a **pas de nécessité d'action correspondante dans le Docob**.

En dehors de ce simple constat porté par le Docob, l'évolution de l'activité reste conditionnée par la Loi sur l'Eau, le statut de Site Classé, les zonages POS et le SMVM.

- Au vu des éléments biologiques et des enjeux, il semble disproportionné et inadapté d'envisager le montage d'un projet de CTE aquacole pour les 2 fermes rétaises. (disproportion / gain environnemental très faible).
- Quelques préconisations biologiques / environnementales / paysagères peuvent être faites dans le cadre des projets d'évolution de ces deux fermes (cf § suivant).

### La Ferme des Baleines :

Aucune recommandation ne peut être portée sur l'exploitation actuelle, l'outil de production tel qu'il a été conçu ne laissant pas de place à la présence d'habitats d'intérêt communautaire : les Réserves d'eau amont et les lagunes aval, créées il y a de nombreuses années, ont été conçues trop profondes pour que les herbiers phanérogamiques puissent s'y développer. De même, cette grande profondeur interdit l'aménagement de berges en pente douce où pourraient se développer des végétations halophiles (salicornes, fourrés halophiles divers...), en raison du batillage important (vent). Les bosses, de faible surface, n'abritent pas d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire.

En revanche, le projet d'extension peut être conçu dès maintenant en prenant en compte les préconisations environnementales permettant d'améliorer sa cohérence dans le contexte biologique de l'île et de ce secteur en particulier.

TYPE	RECOMMANDATIONS
Exploitation actuelle	Aucune
Projet d'extension	<p>L'aboutissement du projet d'extension de 23ha (visant à accroître les surfaces du système de lagunage et les réserves d'eau) est largement soutenu par le DOCOB, dans la mesure où il permettra d'assurer de meilleurs résultats dans l'épuration des eaux effluentes (régularité, teneur en éléments azotés...).</p> <p><b>Les recommandations environnementales le concernant sont :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- préservation de la séparation hydraulique entre le secteur salé du projet, et le secteur doux longeant la route (série de bassins alimentés en eau douce par la nappe, constituant la seule zone de reproduction du Pélobate cultripède de toute l'Île de Ré)</li> <li>- préservation du niveau des fonds (curage des mollins accumulés sans approfondissement)</li> <li>- préservation paysagère des abords : absence de modification notable de la structure paysagère des bassins, régilage des boues de curage en pente douce</li> </ul> <p><b>PREALABLE :</b> soumission du projet SAFER et de l'étude d'impact à l'opérateur local pour vérifier ensemble l'intégration des enjeux environnementaux discutés et des mesures qui s'y rattachent pour l'aboutissement du projet (préservation des fonds, des berges, de la séparation réseau doux / réseau salé par rapport aux enjeux Pélobate...).</p> <p><b>Autres enjeux :</b> Essayer d'améliorer le système anti-fuite des poissons des bassins d'élevage vers les bassins extérieurs non recouverts, afin de limiter la ressource en proie disponible pour les Cormorans (contribuer à réduire la population qui vient s'y alimenter).</p>

### La Société Aquacole de l'Île de Ré :

Quelques recommandations peuvent être portées sur l'exploitation actuelle : la gestion des bassins amont, de type lagunaire, est actuellement satisfaisante et les inventaires biologiques ont montré la présence d'habitats d'intérêt communautaire (herbiers de *Ruppia* notamment), dont la SAIR peut assurer le maintien sans modifier sa gestion hydraulique actuelle, et en continuant de préserver les fonds (pas d'approfondissement).

La gestion des bassins aval, par marreyage, peut difficilement faire l'objet de préconisations vu leur utilisation actuelle en tant que bassins de stockage des eaux effluentes avant leur évacuation à la mer dès la 1<sup>ère</sup> marée basse. Les inventaires biologiques ont montré à certains endroits un développement de végétation annuelle (salicornes), éléments intéressants du patrimoine biologique.

La gestion des bosses en revanche pourrait être améliorée par une fauche plus régulière (éviter l'écobuage) et par l'entretien des linéaires de Tamaris (importants linéaires).

TYPE	RECOMMANDATIONS
Exploitation actuelle	<p><b>Les recommandations environnementales sont :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintenir sans la modifier la gestion hydraulique actuelle des bassins de réserve d'eau amont, en continuant de préserver les fonds (pas d'approfondissement) et les herbiers de Ruppia qui s'y développent</li> <li>- Préserver lors des opérations d'entretien de la végétation, la végétation de prés salés qui se développe sur certaines bosses du nord de l'exploitation</li> <li>- Maintenir / entretenir les linéaires de Tamaris (élément biologique et paysager important de l'exploitation)</li> <li>- Améliorer la gestion des bosses par une fauche plus régulière (annuelle si possible) – Eviter l'écobuage.</li> <li>- s'assurer de la conformité des rejets d'eau avec les normes de la Loi sur l'Eau (qualité, régularité)</li> </ul>
Projet de circuit fermé	Soutien de principe par le Docob afin de mettre fin aux conflits SAIR/usagers concernant l'utilisation de la nappe phréatique

# ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS

Synthèse : E. CHAMPION – Mars 2002



## PRESENTATION DE L'ACTIVITE

### EVALUATION DE LA FREQUENTATION TOURISTIQUE RETAISE - 2000

*Source : CCI, service Observatoire économique et veille institutionnelle – CDT, divers documents gracieusement transmis.*

Préambule : cette évaluation quantitative de la population touristique repose sur la "méthode des flux", c'est à dire sur un recensement au jour le jour des mouvements de personnes (voyageurs) et de véhicules entrant et sortant d'un espace préalablement défini.

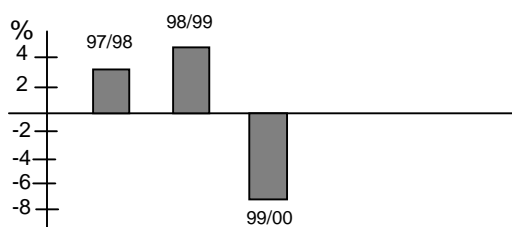
#### Capacité d'accueil en 2000

En 2000, l'Île de Ré présentait une capacité d'accueil de 85 000 lits touristiques (soit 16% de la capacité d'accueil du département de la Charente-Maritime) répartis de la manière suivante :

Type	nb structures	nb de lits
- Résidences secondaires :	10 589	52 945
- Hôtellerie de plein-air :	49	25 702
- Hôtellerie et para-hôtellerie :	20	3 014
- Villages vacances	21	2 090
- Centres de vacances :		1 035
- Gîtes ruraux	40	181
- Chambres d'hôtes :	3	18

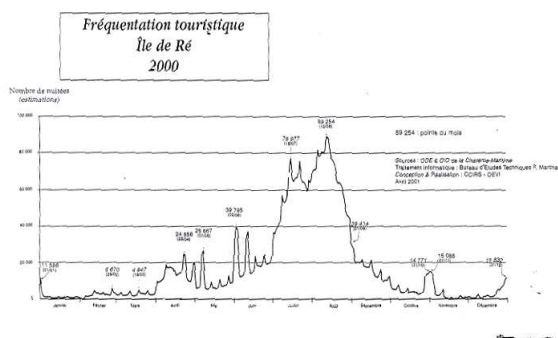
#### Evaluation quantitative de la fréquentation en 2000

Plus de 6 385 000 nuitées ont été enregistrées sur l'île de Ré au cours de l'année 2000. Après une année 1999 record, la **fréquentation touristique 2000 a enregistré une baisse de 7%**. La fréquentation touristique journalière moyenne a été de 17 446 nuitées (contre 18 834 en 1999).



**L'Île de Ré reste une destination très fréquentée durant la période estivale, juillet et août représentant 62% des nuitées totales de l'année 2000 (3 962 000 nuitées).**

En 2000, l'Île de Ré a connu comme le reste du département, une "érosion" des nuitées d'avant saison, avec par exemple une baisse de 20% entre février 1999 et février 2000, et de 47% entre mai 1999 et mai 2000. En revanche, la pleine saison affiche un recul moindre (-3,8%), et se caractérise par des **pointes de fréquentation en juillet et août jamais atteintes depuis 1998** (ex : 89 254 nuitées le 12/08). Le dernier trimestre est stable, et les mois d'**octobre et décembre ont connu une hausse de +9%**.



**Fréquentation touristique de l'Île de Ré en 2000** (source : DDE & DID de la Charente-Maritime, av. 2001)

2000	nb de nuitées mensuelles	moyenne journalière mensuelle	Pointe	Pointe jour
Janvier	42 408	1 368	11 586	Sa 01
Février	71 238	2 456	5 670	Sa 26
Mars	87 969	2 838	4 947	Sa 18
Avril	442 476	14 749	24 856	Sa 22
Mai	288 215	9 297	26 667	Di 07
Juin	638 558	21 285	39 795	Ve 02
Juillet	1 822 304	58 784	76 977	Sa 15
Août	2 139 430	69 014	89 254	Sa 12
Septembre	504 000	16 800	29 414	Ve 01
Octobre	174 800	5 639	14 771	Ma 31
Novembre	84 369	2 812	15 088	Me 01
Décembre	89 567	2 889	11 632	Di 31

## IMAGE ET ATTRACTIVITE RETAISES

A l'inverse du département de la Charente-maritime dans son ensemble, et qui "souffre d'une absence d'identité" (TMO, 1995), l'Île de Ré constitue l'un des 2 lieux départementaux "à résonance forte", avec la ville de La Rochelle.

Les critères de satisfaction des clients vantent le climat, la qualité de l'hébergement et les patrimoines historiques et culturels. Les critères d'insatisfaction portent sur plusieurs points précis dont l'un concerne notamment l'Île de Ré : une attente de plus d'efforts en faveur de la pratique du vélo (sécurisation des pistes cyclables en particulier).

Les motivations par rapport au hors saison reflètent l'originalité attendue d'une séjour hors saisons, le besoin attendu d'une communication touristique à valeur d'image différentielle, et la nécessité de proposer des **produits à forte valeur socialement distinctive**.

## LES OBJECTIFS DU CDT POUR L'ANNEE 2001-2005

Le CDT se donne pour objectif d'affirmer la place de la Charente-Maritime au 1<sup>er</sup> rang des départements de la façade atlantique, tant en matière de fréquentation que de chiffre d'affaire. A cette fin il contribuera à :

- étaler la fréquentation touristique sur l'ensemble du département et tout au long de l'année ;
- attirer la clientèle étrangère disposant d'un pouvoir d'achat plus élevé, ne manifestant pas un intérêt orienté exclusivement sur le littoral, et qui programme fréquemment des voyages de courte durée, hors saison ;  
Actuellement de 13%, le taux de fréquentation étrangère devra approcher 20% à l'horizon 2004.
- Favoriser l'augmentation de la dépense moyenne quotidienne du touriste, en offrant un service diversifié et de qualité, tant en matière d'hébergement et d'accueil que de loisirs.

Pour se faire, le CDT accompagnera prioritairement les actions du Conseil Général, dont la poursuite de la politique des Pôles Nature et l'achèvement du réseau d'infrastructures randonnées, enfin l'amélioration des services d'accueil et de signalétique.

## LES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS QUI S'EXERCENT DANS LE SITE

Nombreuses sont les activités de tourisme et de loisirs qui s'exercent dans le site Natura 2000, au premier rang desquelles on compte les activités de "pleine nature" comme la randonnée (cyclable, terrestre, équestre) et d'autres comme la pêche à pied, la chasse, la pêche...

- |   |  |
|---|--|
| ■ Cyclotourisme & cyclo-cross   | ■ Pêche à pied                               |
| ■ Randonnée pédestre / rollers  | ■ Maisons de site                            |
| ■ Course à pieds  | ■ Camping                                    |
| ■ Motocross (activité illicite)   | ■ Campings cars                              |
| ■ Chasse  | ■ Plage & activités balnéaires               |
| ■ Equitation  | ■ Activités culturelles (peinture, photo...) |
| ■ Nautisme : Plaisance+Kayak de mer + scooter des mers - Ecoles de voile - compétitions |  |

Certaines de ces activités sont structurées à l'échelle de l'île, d'autres ne le sont pas, d'où une défaillance en terme d'évaluation ou de quantification des activités, de la fréquentation afférente, etc.

Le tableau ci-dessous essaie de dresser l'inventaire (quasi-exhaustif, mais un oubli n'est pas exclu) des activités qui s'exercent sur le site, en séparant celles qui s'exercent dans le marais de celles qui s'exercent en mer (DPM).

ACTIVITES QUI S'EXERCENT...	
<b>DANS LE MARAIS</b>	Cyclotourisme & cyclo-cross Randonnée pédestre / course à pieds / rollers Equitation et randonnée équestre Chasse Pêche et aquaculture/conchyliculture de loisirs ou familiale Activités culturelles (peinture, photo...) (Motocross : activité illicite)  Maisons de site / Ecomusées  Campings Plage et activités balnéaires
<b>SUR LE DPM</b>	Pêche à pied Pêche et entretien des Ecluses à Poissons Nautisme : Nautisme de plaisance Kayak de mer Scooter des mers Ecoles de voile - compétitions

### Le Cyclotourisme

Le cyclotourisme constitue l'une des activités "phare" de l'Île de Ré et a fait son image de marque. C'est un loisir plutôt familial qui s'exerce dans un cadre individuel (non associatif) et rencontre un succès croissant d'année en année.

Le cyclotourisme est la seule activité pour laquelle une évaluation de la fréquentation semble être faite, année après année, par les services de la DDE d'Ars en Ré. Les Résultats (tableau ci dessous) montrent une augmentation croissante de la fréquentation cycliste sur les piste de l'Île, avec un maximum atteint en 1999 avec **8800 vélos par jour à Ars en Ré** (8400 en 2001)!

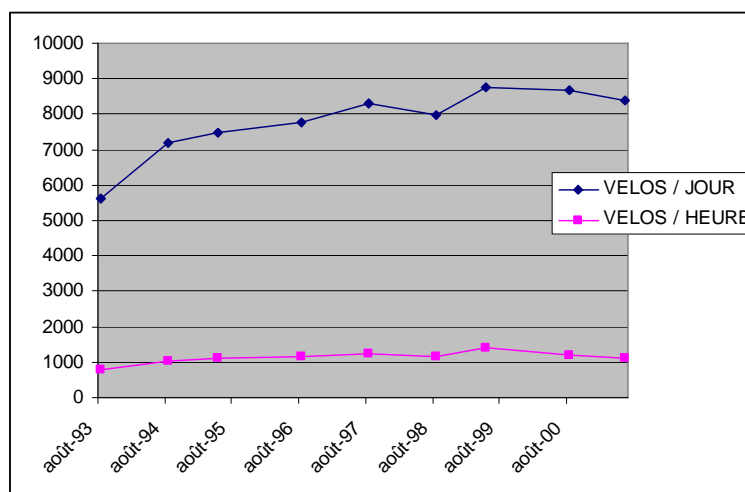


Ars en Ré semble être d'ailleurs le secteur où la fréquentation cycliste est la plus intense par rapport aux quatre autres points de comptage de l'île.

L'essentiel de la fréquentation cyclotouristique se situe au printemps et en été, dès l'arrivée des beaux jours.

Le graphique ci-dessous, réalisé à partir des résultats de comptage de la DDE d'Ars, montre l'évolution de la fréquentation par jour et par heure (pointes) de 1993 à 2001. Malgré une croissance régulière au fil des années, on remarque une stabilisation – voire une légère baisse – depuis 1999.

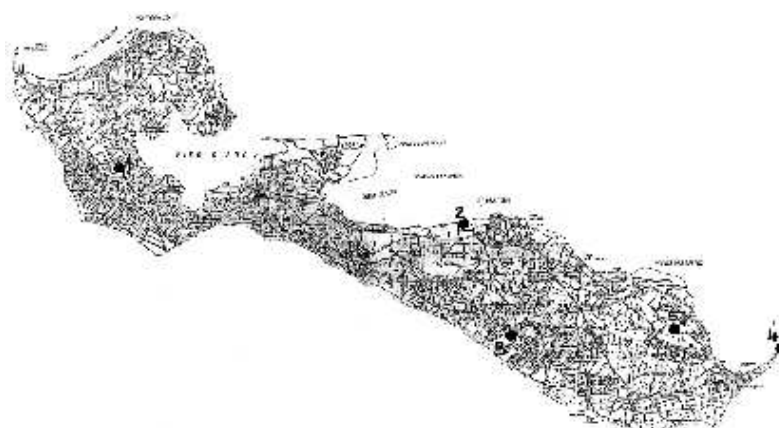
**Evolution de la fréquentation cycliste à Ars en Ré de 1993 à 2001 (source : DDE Ars en Ré, fév. 2002)**



**Tableau : comptages de la fréquentation cycliste sur l'Île de Ré de 1993 à 2001 (source : DDE subdivision Île de Ré, 07/03/2002)**

		POINTE JOURNALIERE		POINTE HORAIRE		
		VELOS / JOUR	DATE	VELOS / HEURE	DATE	HEURE
<b>ARS</b> <b>1</b>	1993	5600	13/08/1993	777	13/08/1993	12h
	1994	7187	14/08/1994	1019	02/08/1994	12h
	1995	7472	26/05/1995	1115	26/05/1995	17h
	1996	7749	07/08/1996	1148	07/08/1996	12h
	1997	8295	13/08/1997	1259	13/08/1997	12h
	1998	7955	05/08/1998	1164	07/08/1998	12h
	1999	8780	23/05/1999	1400	23/05/1999	17h
	2000	8665	08/08/2000	1190	10/08/2000	12h
	2001	8408	03/06/2001	1125	03/06/2001	17h
<b>ST MARTIN</b> <b>Le Vert Clos</b> <b>2</b>	1993	4235	09/08/1993	779	10/08/1993	18h
	1994	4980	14/08/1994	755	17/08/1995	17h
	1995	6387	26/05/1995	840	26/05/1995	18h
	1996	4973	08/08/1996	842	06/08/1996	17h
	1997	4666	13/07/1997	882	13/07/1997	17h
	1998	5355	12/08/1998	741	12/08/1998	17h
	1999	6546	23/05/1999	977	23/05/1999	17h
	2000	5744	08/08/2000	787	08/08/2000	17h
	2001	5171	03/06/2001	705	03/06/2001	19h
<b>LE BOIS</b>	1993	Pas de comptage				
	1994	Pas de comptage				
<b>Peux des Aumonts</b>	1995	4076	16/07/1995	570	18/07/1995	12h

	1996	4796	08/08/1996	644	07/08/1996	18h
<b>3</b>	1997	4483	06/08/1997	757	06/08/1997	18h
	1998	5717	05/08/1998	700	05/08/1998	12h
	1999	5237	03/08/1999	675	03/08/1999	12h
	2000	5158	08/08/2000	673	14/08/2000	12h
	2001	3888	03/06/2001	611	24/05/2001	18h
	1993	Pas de comptage				
<b>RIVEDOUX</b>	1994	Pas de comptage				
<b>Pont de Ré</b>	1995	Pas de comptage				
	1996	3348	15/08/1996	461	08/09/1996	18h
<b>4</b>	1997	3783	20/07/1997	523	20/07/1997	18h
	1998	Pas de comptage				
	1999	Pas de comptage				
	2000	Pas de comptage				
	1993	2313	05/08/1993	265	05/08/1993	17h
<b>RIVEDOUX</b>	1994	2145	10/07/94	321	10/07/1994	12h
	1995	2235	25/05/1995	330	25/05/1995	12h
<b>LA FLOTTE</b>	1996	Pas de comptage				
<b>5</b>	1997	Pas de comptage				
	1998	Pas de comptage				
	1999	Pas de comptage				
	2000	Pas de comptage				

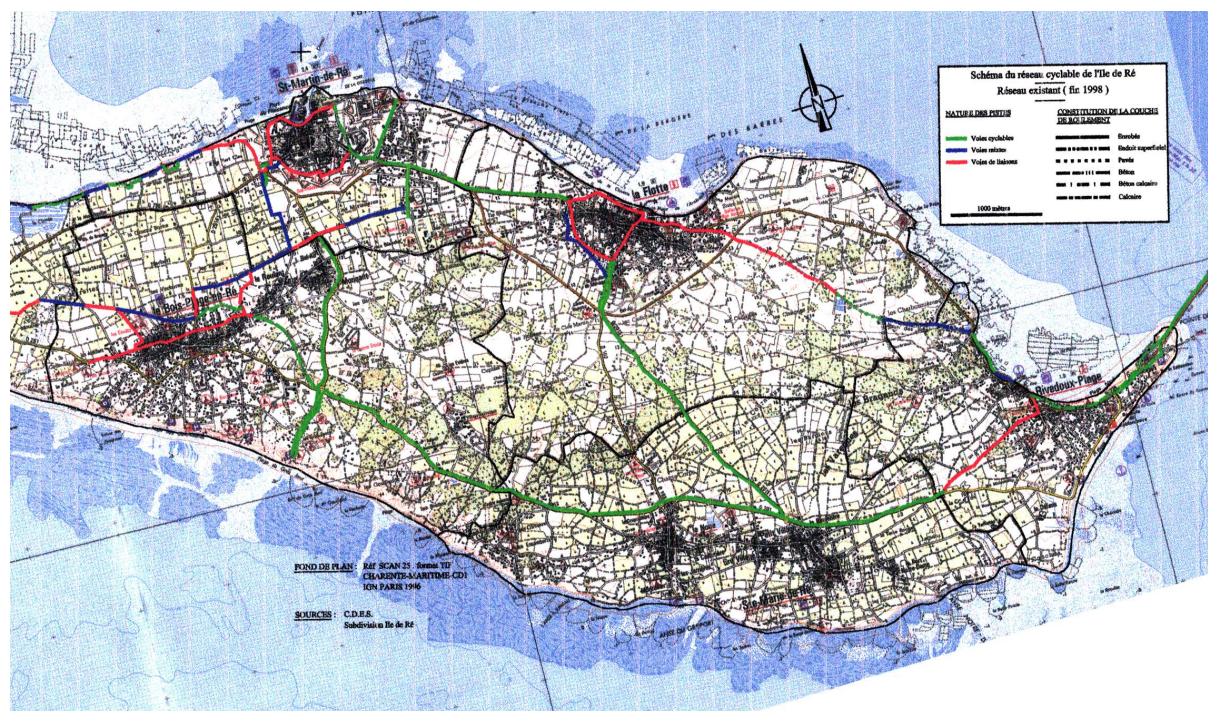
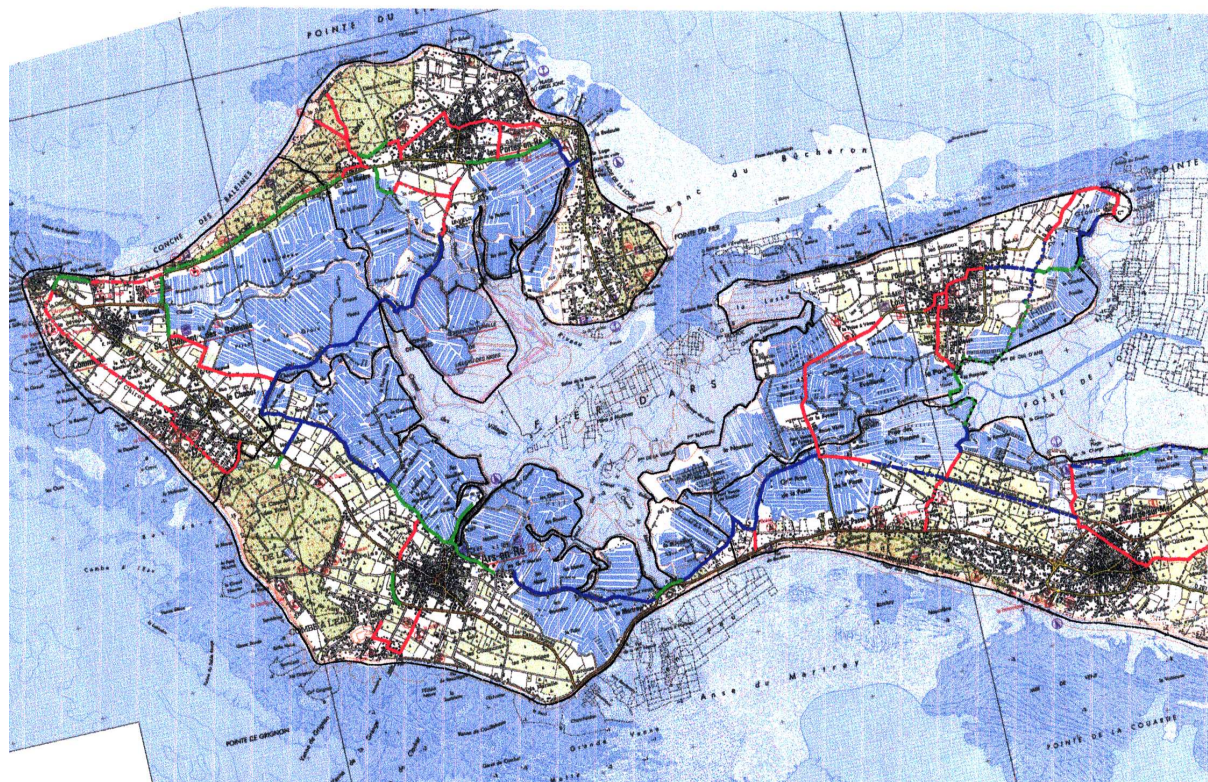


L'activité cycliste, comme toutes celles qui s'exercent sur ou autour des pistes cyclables, rencontre un certain nombre de problèmes liés à l'intensité de l'activité cycliste et à la superposition des activités (vélo, marche, course à pieds, cross, courses de vitesses, entraînement sportifs...) sur un même espace (pistes), et aux mêmes saisons :

- conflits d'usages entre utilisateurs ("concurrence")
- confort de pratique des activités
- sécurité (sur pistes + aux croisements avec routes) ; sens de circulation / vitesse
- gabarit et linéaire des pistes cyclables
- utilisation des chemins d'exploitation goudronnés par/pour le cyclotourisme (dble utilisation) entraînant des conflits d'usage avec les exploitants des parcelles desservies...



## Les pistes cyclables de l'Île de Ré (source : DDE, subdivision Ars en Ré, mars 2002)





## La Randonnée Pédestre

La randonnée pédestre, autre activité de pleine nature, est un loisir couramment pratiqué sur l'île de Ré, à titre individuel et familial essentiellement, mais aussi dans le cadre d'activités organisées par les associations locales de Randonnée Pédestre fédérées en Comité Départemental de Randonnée Pédestre.

Le CDRP de Charente-Maritime, créé au début des années 80, est un organisme départemental qui fédère 18 associations, soit au total 1400 randonneurs licenciés et 2500km de sentiers de randonnée (Grande Randonnée et Promenade-Randonnée) en Charente-Maritime. Le CDRP a trois rôles principaux :

- fédérer et animer les 18 associations de randonnée, et leur offrir un cadre de travail reconnu au niveau national (FFRP), ce qui ouvre des perspectives indispensables en terme de sécurité (assurances...), de balisage normalisé, etc.
- organiser les formations indispensables pour les associations et les accompagnateurs de randonnées, sous la forme de stages annuels (stage "Balisage" en 2j, stage "Lecture, Orientation, accompagnement de randonnées" en 2j, lui-même préparant au stage d'accompagnateur de randonnées en 8j terminé par un diplôme reconnu par la Direction de la Jeunesse et des Sports.
- créer, entretenir et baliser les sentiers (volontaires regroupés dans le cadre de commissions de secteur, 1 responsable par secteur géographique) ;
- valoriser, informer, assurer les relations avec les partenaires et plus particulièrement les communes, réaliser les Topoguides (ex : "A pied dans l'île de Ré", juillet 2001)

Le CDRP n'organise pas de randonnées : ceci est le rôle des associations locales de randonnées pédestre. Il en existe donc 18 en Charente-Maritime dont une sur l'île de Ré "La Verdinière" (dont les activités seraient plus ou moins en sommeil actuellement – contact : Mairie de Rivedoux), et trois à La Rochelle (dont 2 fédérées "RandAunis" et "Les joyeux Godillots", et une indépendante).

Dans le cadre de ses activités, le CDRP a réalisé plusieurs topo-guides en Charente-Maritime, dont un qui concerne l'île de Ré, paru en juillet 2001 et qui a rencontré un grand succès à la vente (36F). Ce topo-guide propose des circuits balisés sur l'ensemble de l'île. Ces circuits empruntent essentiellement les pistes cyclables ou mixtes, et les routes de liaison peu fréquentées.

Actuellement, un projet est à l'étude (DDE) auquel le CDRP a contribué, qui vise à rétablir les "sentiers du littoral" en Charente-Maritime. Pour l'île de Ré, ceci a été coordonné par la DDE subdivision d'Ars en Ré (contact randonneurs pour ce secteur : Mr Mondamert, président de l'association "RandAunis").

L'activité de marche, comme toutes celles qui utilisent les pistes cyclables, rencontre un certain nombre de problèmes liés à la superposition des activités (vélo, marche, course à pieds, cross, courses de vitesses, entraînement sportifs...) sur un même espace, et aux mêmes saisons :

- conflits d'usages entre utilisateurs ("concurrence"), en particulier avec le cyclotourisme, l'équitation, et le VTT/Quad/4x4/Moto verte (selon les circuits)
- confort de pratique des activités
- sécurité : sens de circulation / vitesse...
- gabarit des pistes cyclables

Il n'existe pas de quantification possible de l'activité à l'échelle du marais.

**Présentation du Comité Départemental de Randonnée Pédestre  
(C. Normand, com. pers.)**

## LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL: ACTIVITÉS, PROJETS

Le **Comité Départemental de Randonnée Pédestre** (ou **Codérando**) a été constitué en juin 1983. Depuis lors, il adhère à la **Fédération Française de Randonnée Pédestre (F.F.R.P)**, association reconnue d'utilité publique.

En outre, la **F.F.R.P** est agréée par le Ministère de l'Environnement et homologuée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.



**Le Codérando regroupe, en Charente-Maritime, 19 clubs de randonneurs, soit 1383 licenciés.**

Ce sont des groupes de 20 à 60 randonneurs environ encadrés par un animateur ;  
Les randonnées sont généralement le dimanche.



**Le Codérando a créé 2655 km de sentiers de randonnée entretenus par 98 bénévoles.**  
Ces sentiers attirent des touristes, ainsi que des habitants du département en quête de découverte.



**Le Codérando organise des stages de baliseurs** pour harmoniser les balisages et développer une démarche de qualité.



**Le Codérando organise des stages d'initiation à la lecture de carte et à la boussole.**  
Ils ont lieu chaque année à Tonnay-Boutonne, puis à Boyardville; pour une quinzaine de candidats qui veulent obtenir le **Brevet Fédéral d'Animateur de Randonnée**.



**Il organise des journées de débroussaillage collectif. (3 à 4 par an)**  
*Les bénévoles sont invités à rouvrir d'anciens chemins ruraux oubliés pour créer ou améliorer un sentier de randonnée.* **En 2002, il y aura encore plusieurs « chantiers intempéries »**



**Il participe chaque année à l'organisation de la Multirando : en 2001, elle a eu lieu en Haute Saintonge, à Clion-sur-Seugne, en accord avec la « Fête de l'oiseau. ». En 2002, à Fontcouverte.**



**Il a édité, avec l'aide des Pays et du C.D.T, 9 topo-guides ("Promenades et Randonnées"), un par Pays, diffusés dans 150 points de vente en Charente-Maritime (librairies, Presse, O.T/S.I...)**



**Il a préparé l'édition de : "La Charente-Maritime et ses îles" FFRP, Paris 1996.**



**Il a participé à l'édition de "Promenades dans la nature" de Yves PACCALET (FFRP, Paris 1999)**



**Il a participé à l'édition OUEST-FRANCE des "70 plus belles randonnées de France", Ouest-France, Rennes, 1997 (constamment réédité) : où 4 pages sur 120 sont consacrées à la Charente-Maritime !**

## PRÉSENTATION DU COMITE DÉPARTEMENTAL DE RANDONNÉE PÉDESTRE

### 1. Situation au 1<sup>er</sup> JANVIER 2002 :



**Le Comité Départemental de Randonnée Pédestre a édité 9 topo-guides « Promenades et Randonnées »** qui couvrent l'ensemble de la Charente-Maritime. Les "**P.R**" sont tirés en moyenne à 2.000 exemplaires. (certains à 4.000 exemplaires) :

- "Promenades & Randonnées dans l'île de Ré" : (2001)
- "Promenades & Randonnées dans le Pays Rochelais" : (2000)
- "Promenades & Randonnées en Pays d'Aunis" (1998)
- "Promenades & Randonnées en Pays Rochefortais" (1997) **réédition prévue 07/02**

- "Promenades & Randonnées en Vals de Saintonge" (2001)
- "Promenades & Randonnées en Saintonge Romane" (1998)
- "Promenades & Randonnées en Pays Royannais" (1997) *réédition prévue 07/2002*
- "Promenades & Randonnées dans le Pays Marennes Oléron" (1999) *réédition en cours*
- "Promenades & Randonnées en Haute Saintonge" (2000)



Deux autres topo-guides ont été édités par la Fédération Française de Randonnée Pédestre :

- "Promenades dans la nature", de Yves PACCALET. (FFRP, PARIS. 1999)
- "La Charente-Maritime et ses îles" G.R 360 / 4/ P.R (FFRP, PARIS. 1996)

## 2. Diffusion des topo-guides au 1<sup>er</sup> septembre 2001 :



Les topo-guides édités par la F.F.R.P sont diffusés dans toute la France.



La diffusion de nos topo-guides « Promenades & Randonnées » est effectuée **bénévolement** par une personne habitant Saintes : Bernadette LAPLAIGE / 98, résidence Santones / 17100 SAINTES  
Elle dépose ou fait déposer par des correspondants locaux les paquets de topo-guides dans **150 points de vente uniquement en Charente-Maritime** : O.T / S.I ou librairies.

## 3. PROJETS POUR 2002 :

Ce travail de bénévole a ses limites. Nous avons prévu de signer un contrat de diffusion avec un diffuseur professionnel qui couvrira **toute la Région Poitou-Charentes et celle des Pays de la Loire**.

### LE TOPO-GUIDE : " PROMENADES & RANDONNÉES DANS L'ÎLE DE RÉ "



paru en juin 2001, de la volonté du Comité Départemental de Randonnée Pédestre .



Il est l'aboutissement d'un long travail de recherche des chemins et de contacts avec les élus et des propriétaires, de 1995 à 2001.



Nous avons ensuite balisé les itinéraires selon les normes de la Charte du Balisage, normes conçues par la Fédération Française de Randonnée Pédestre avec l'accord des Ministères de l'Environnement, et de l'Agriculture.



Il est vendu 6 €, prix public. 1100 exemplaires vendus en 2001.

#### Sommaire :

#### Promenades & Randonnées dans l'île de Ré

A. Le Codérando, Les pôles nature, balisage, généralités, présentation de l'île de Ré .

1. RIVEDOUX : le Gros Peu : 5,5 km - 1 h 30
2. RIVEDOUX : les Bragauds : 10 km - 2 h 30
3. SAINTE MARIE : le sentier du littoral 8 km - 2 h
4. SAINTE MARIE : le bois des amourettes 6 km - 1 h 30
5. LA FLOTTE : l'abbaye des Châteliers 10 km - 2 h 30
6. SAINT MARTIN : la Citadelle 12 km - 3 h
7. LE BOIS PLAGE : le Peu des Aumonts 10 km - 2 h 30
8. LA COUARDE : les deux mers 9km - 2 h 30
9. LOIX EN RE : la piste de la Tonille 8 km - 2 h
10. ARS EN RE : entre océan et marais salant 7 km - 1 h 40
11. ARS EN RE : de l'église au port 2 km - 30 mn
12. SAINT-CLEMENT-DES-BALEINES : le phare 4 km - 2 h
13. LES PORTES Trousse-chemise 8 km - 2 h
14. SAINT CLEMENT / LES PORTES : Le Fier d'Ars 22 km - 5 h 30
15. Le tour de l'île à pied : Rivedoux – Loix (côte nord) 22 km
16. Le tour de l'île à pied : Loix – Les Portes (Fier d'Ars) 21 km
17. Le tour de l'île à pied : Les Portes – La Couarde 24 km
18. Le tour de l'île à pied : La Couarde – Rivedoux (côte sud) 21 km

**non balisé  
ces quatre  
itinéraires  
ne sont  
pas balisés**

## DES SENTIERS DANS L'ILE DE RE : PROBLEMES

Nous avons créé des sentiers balisés dans toutes les communes de l'île, couvrant tous les aspects du paysage rétais :



de nombreuses longées du littoral, soit sur des chemins ruraux , soit sur des sentiers piétonniers dits « sentiers du littoral ». Ces sentiers sont en principe réservés aux piétons **mais on y voit de plus en plus de vélos : exemples : entre La Flotte et Saint Martin**



des sentiers dans l'intérieur de l'île entre les terres et les vignes ou dans des zones boisées. On y rencontre **quelques rares (selon saison) mobylettes, motos et parfois des voitures de propriétaires ou de chasseurs. Pourvu que cette fréquentation n'augmente pas...**



Nous n'avons décrit que très peu de longées du Fier d'Ars : Nous aimerions pouvoir utiliser plusieurs longées du Fier d'Ars, de Loix aux Portes en passant par Ars ; un étude aurait semblé-t-il été commencée, mais n'a pas abouti pour le moment. Nous sommes prêts à reprendre cette étude le cas échéant. **Ces passages de découverte du Fier d'Ars (= tout le tour du Fier) devraient être sélectionnés comme strictement piétonniers, voire en ouvrant certains passages et pas d'autres...**

## CALENDRIER DES CHANTIERS : INTEMPÉRIES 2000 – 2001

Chantiers de réhabilitation des sentiers de randonnée  
Après la tempête du 27.12.1999

- Mercredi 22 mars 2000	LA FLOTTE	9 h	P.R
- Mercredi 29 mars 2000	LE DOUHET	9 h 45	G.R 360 / P.R
- Mardi 4 avril 2000	La Charrie	9 h45	G.R 360
( communes de ROMEGOUX et SAINT PORCHAIRE)			
- Mercredi 26 avril 2000	PONT L'ABBE D'ARNOULT	9 h 45	G.R.360
- Mercredi 18 octobre 2000	BOISREDON – SOUBRAN	9 h 30	P.R
- Samedi 18 novembre 2000	VILLARS LES BOIS	10 h	P.R
- <b>Dimanche 26 novembre 2000</b>	<b>VENERAND</b>	<b>9 h</b>	<b>G.R 360 / P.R</b>
- <b>Dimanche 17 décembre 2000</b>	<b>LA CHAPELLE-DES-POTS</b>	<b>9 h</b>	<b>P.R</b>
- <b>Mercredi 6 décembre 2000</b>	<b>LE BOIS-PLAGE</b>	<b>8 h 45*</b>	<b>P.R</b>
- <b>Dimanche 28 janvier 2001</b>	<b>SAINT CESAIRE</b>	<b>9 h</b>	<b>P.R</b>
- Mercredi 18 avril 2001	SAINT MARTIN DE RE	9 h	P.R
- <b>Dimanche 28 octobre 2001</b>	<b>THEZAC</b>	<b>9 h</b>	<b>G.R 360</b>
- <b>Dimanche 9 décembre 2001</b>	<b>LA CHAPELLE DES POTS</b>	<b>9 h</b>	<b>G.R 360</b>

Plusieurs associations ont participé à des chantiers ou en ont organisé : Randonneurs du Pays de Matha, Par Monts et par Vaux (Montguyon), Randonneurs Boisredonnais, Rand'Aunis. D'autres chantiers restent à organiser, notamment dans des secteurs où les sentiers empruntent des passages privés. Dans la plupart des cas un balisage « provisoire » a été mis en place pour assurer la continuité de l'itinéraire.

**Renseignements auprès du Comité départemental de randonnée Pédestre  
17350 TAILLANT. Tél, fax : 05.46.90.16.45**

## L'équitation

Le site est concerné par 4 centres équestres :

- La Rivière (Association Hippique Rétaise – St Clément)
- La solitude
- Les Petites Ecuries du Marais ("Îles en Cavale" – Ars en Ré)
- Les Tourettes

Les visites sont toujours accompagnées (pas de location de chevaux). Les randonnées équestres proposées utilisent des itinéraires équestres (peu nombreux et non balisés, propres à chaque centre) et non les pistes cyclables. Sur ces itinéraires, les 2 centres ont spontanément développé une "charte" interne aux 2 centres, s'auto-limitant dans l'utilisation de certains itinéraires dès lors que s'installent des colonies de reproduction au printemps. D'après les centres équestres, cette condition est toujours respectée dans la mesure où les visites sont toujours accompagnées.

Il existe en revanche des propriétaires privés qui exercent leur loisir à titre personnel. Cette activité n'est pas évaluable. Des usagers divers font état de problèmes de dégradation de chemins (forêt du Lizay par exemple), sans qu'aucune évaluation ne soit possible dans le cadre du Docob.

## La Pêche à pied

### L'activité "pêche à pied"

La pêche à pied est une activité pratiquée par des individuels et des familles et attire de plus en plus de personnes sur le littoral, essentiellement à l'occasion des grandes marées. Un essai de quantification a été réalisé par la DDASS (campagne d'observation de la pêche à pied de loisirs, 97&98), pour la détermination des points de suivis microbiologiques : **1 515** pêcheurs dénombrés en jlt 97, **3 176** en sept. 98, l'essentiel d'entre eux exploitant les gisements sur sable.

En effet, "suite à l'étude pilote publiée en 95, visant à répertorier les différents gisements naturels de coquillages collectés par la pêche à pied (...), la DDASS 17 a mis en place un réseau de surveillance de la qualité sanitaire de ces gisements visant à préciser la concentration de divers polluants dans divers types de bivalves. Ce suivi, issu d'un protocole commun DDASS-DDE (Service Maritime CQEL), a suscité la mise en place d'une étude complémentaire visant à estimer la fréquentation de chaque gisement dans le but de valider et d'étendre ce réseau de surveillance. Réalisée par la CQEL, cette campagne est basée sur le comptage des pêcheurs à pied pendant les grandes marées d'été et d'automne à partir de photographies aériennes (ULM). (...) Ces deux opérations de comptage confirment l'intérêt porté à la pêche à pied de loisirs, soutenu par un attrait touristique non négligeable constaté en saison estivale. (...) On considère qu'il est opportun de créer un point de prélèvement supplémentaire dès que le taux de fréquentation atteint 200 pêcheurs." (DDASS, 1998).

### Comptages de pêcheurs à pied effectués en juillet 97 et septembre 1998 : résultats bruts (DDASS, 1998)

Communes	Sable		Rocher		Total	
	juillet	septembre	juillet	septembre	juillet	septembre
LES PORTES	-	12	-	20	-	32
ST CLEMENT DES B.	0	5	166	98	166	103
ARS EN RE	12	56	53	44	65	100
LOIX EN RE	-	397	-	123	-	520
LA COUARDE SUR MER	148	129	25	64	173	193
LE BOIS-PLAGE EN RE	78	85	89	176	167	261
ST MARTIN DE RE	78	85	89	176	167	261
LA FLOTTE	-	125	-	292	-	417
STE MARIE DE RE	25	52	229	133	254	185
RIVEDOUX-PLAGE	457	971	66	133	523	1 104
<b>TOTAL</b>	<b>798</b>	<b>1 917</b>	<b>717</b>	<b>1 259</b>	<b>1 515</b>	<b>3 176</b>

Légende : "-" : les fréquentations ne peuvent pas être estimées, la mer étant trop haute pour la pêche à pied

La pêche à pieds est un loisir peu structuré. Il existe cependant sur l'île de Ré :

- une association de pêcheurs à pieds (président en 2002 : Mr Baudouin à la Couarde).  
*Montée en 1987, cette association a pour objectif la défense de la pêche à pied. A son apogée, l'association regroupait 290 adhérents sur l'île de Ré, fédérées autour de la défense de l'activité "pêche à pied" en réponse à l'interdiction des "parcs familiaux" (structures*



conchylicoles de quelques ares, en DPM) suite à une action de la profession ostréicole, et à l'interdiction réglementaire de la pêche à pied "au filet".

Outre la défense de la pêche à pied au niveau administratif, l'association conduit quelques actions pédagogiques de sensibilisation et d'information auprès des écoles et des VVF. Elle a réalisé un court film pédagogique, support des animations.

L'association est actuellement en perte de vitesse et ne regroupe plus qu'une vingtaine de personnes. Aussi, son regroupement avec l'ADEPIR est-il désormais envisagé.

- une Association de Défense des Ecluses à Poissons (ADEPIR, président en 2002 : Mr Joubert, Ste Marie de Ré)

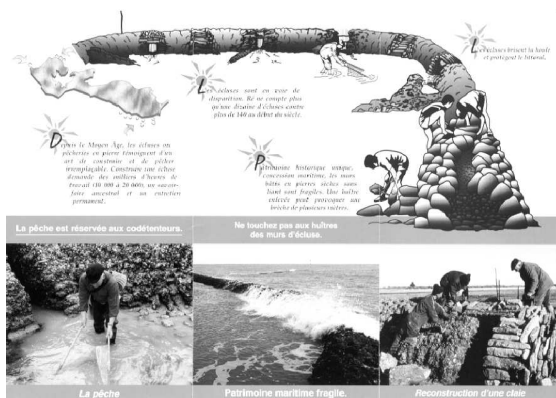
Historiquement, le littoral Rétais comptait à la fin du XIXème siècle 140 écluses à poissons. Au fil des mutations sociales et culturelles, ces écluses ont peu à peu disparu. De 140, il n'en restait plus que 72 en 1984, et 8 en 1995.

L'ADEPIR a été créée suite à une initiative individuelle d'un pêcheur ayant souhaité "sauver" une écluse et la remettre en état de marche, initiative reprise et portée localement par des élus et membres de l'office de tourisme.



A ce jour (2002), l'ADEPIR a remis en état de fonctionnement 4 écluses, et 1 dernière écluse est en cours de restauration, ce qui portera finalement à 13 le nombre d'écluses à poissons en état de fonctionnement et reconnues par la réglementation de la pêche sur l'île de Ré. Suite à l'évolution de la réglementation de la pêche littorale, aucune autre écluse ne sera remise en fonctionnement.

L'ADEPIR est une association désormais reconnue au niveau Rétais, départemental, national et européen. Elle a fusionné récemment avec l'Union du Patrimoine de Charente-Poitou qui regroupe 60 associations de protection du patrimoine non protégé en Poitou-Charentes. Elle a notamment publié une plaquette d'information et de sensibilisation (voir ci-après).



L'ADEPIR a en projet la création d'une "Maison du Magayant" (terme patois signifiant : "aussi bon pêcheur que laboureur"), à Ste Marie de la Mer (dans l'ancien Four à chaux en cours de restauration). Cette Maison de site aura 2 objectifs principaux : valoriser et faire connaître le patrimoine maritime traditionnel (écluses...), et informer/sensibiliser le public à la faune et la flore de l'estran, à la réglementation de la pêche... Des partenariats scientifiques et techniques sont en cours de développement par exemple avec la Fac de La Rochelle,

*l'Aquarium, etc.*

NB : ces deux associations fusionneront probablement dans un avenir proche en une seule association, leurs intérêts étant à peu près identiques.

## La réglementation

La pêche à pied est une activité réglementée par des arrêtés préfectoraux : AP n°179/98 ; AP n°1783 du 25 juin 1999 ; AP n°01/156 du 17 janvier 2001 ; AP n°X du 07 janvier 2002. Parmi eux, l'Arrêté Préfectoral n°179/98 réglementant la pêche maritime de loisirs des coquillages sur le littoral de la Charente-Maritime s'applique au secteur du site Natura 2000 n°22. Cet AP fixe les règles d'exercice de l'activité, ainsi que les secteurs interdits de pêche. Les règles d'exercice de l'activité sont les suivantes (source: AP n°179/98) :

- la quantité maximale toutes espèces confondues est fixée à 5kg
- la pêche est autorisée toute l'année (sauf sur les gisements naturels coquilliers classés, voir APs annuels), mais interdite entre le coucher et le lever du soleil

- elle est interdite sur les secteurs cités en annexe I (*cf. zone susdite concernant le site Natura 2000 n°22*) et à l'intérieur des limites administratives des ports
- elle est interdite à moins de 25m du périmètre des concessions de cultures marines et il est interdit de porter atteinte de quelque manière que ce soit à la salubrité des gisements naturels et des concessions.
- la taille minimale des coquillages pêchés est fixée par l'annexe II de l'AP

ESPECE	Taille minimale (mesurée dans le sens de la plus grande dimension)
Bulot	4,5cm
Clam	4,5cm
Coque	3cm
Coquille St Jacques	10cm
Huître creuse	30 g pièce
Huître plate	5cm
Moule	4cm
Ormeau	8cm
Palourde	3,5cm
Pétoncle	3,5cm
Prairie	3cm

- il est interdit d'utiliser d'autres engins que ceux énumérés ci-après :
  - râteau non grillagé muni d'un ancre de 80cm au max.
  - grapette à main
  - couteau pêche-palourde muni d'un manche de 30cm max.
  - pour les huîtres, un piochon de 4cm de large max. ou tout autre outil traditionnel non susceptible de porter atteinte à la conservation du milieu.

D'autre part, l'arrêté du 07 janvier 2002 porte réglementation de la pêche à pied des huîtres sur les gisements naturels classés, du point de vue de la salubrité publique, en zone A et B du littoral de la Charente-Maritime :

- la pêche sur les gisements naturels huîtriers (...) est autorisée entre le lever et le coucher du soleil, sur le gisement dit "Le Chauveau" de l'île de Ré, du 28 janvier au 08 novembre 2002 inclus
- la pêche est limitée à 5kg d'huîtres détroquées par jour et par pêcheur de loisir, et les huîtres récoltées doivent être transportées à bras
- outre la main, le seul moyen de pêche autorisé pour la récolte est le piochon d'une largeur de 4cm au max, ou tout autre outils traditionnel non susceptible de porter atteinte à la conservation du milieu
- il est interdit d'enlever pierres, coquillages et autres matériaux servant de collecteurs pour les transporter en dehors des gisements
- sur proposition du DDAM17, cette pêche peut être suspendue ou interdite à tout moment

### **Les secteurs interdits à la pêche à pied (microbiologie)**

La pêche à pied se pratique sur tout le littoral de l'île de Ré à l'exception – pour ce qui concerne le périmètre du site Natura 2000 n°22 – des secteurs suivants (AP n°179/98, annexe I) :

- Fier d'Ars, secteur compris entre :
  - au nord : le Chenal du Riveau
  - au sud : le Chenal des Villages
  - à l'est : le Chenal du Fier
  - à l'ouest : la digue de mer de la Réserve Naturelle de Lilleau des Niges

Sur ce secteur, la pêche est interdite par Arrêté Préfectoral (AP n°179/98) pour des raisons microbiologiques. Cette interdiction n'est toutefois pas toujours suivie, et de nombreuses infractions sont constatées chaque année, notamment par le conservateur de la réserve Naturelle de Lilleau des Niges. En effet, ce secteur abrite un gisement naturel de coques, très attractif. Les panneaux d'information, trop petits et peu pédagogiques au dire de nombreux Rétais, ne représentent pas une mise en garde suffisante.

- Ars en Ré : le port et le chenal d'avant-port jusqu'à l'évasement précédant la jonction avec le Canal du Curé
- Loix en Ré : le port avec 100m sur le pourtour du quai

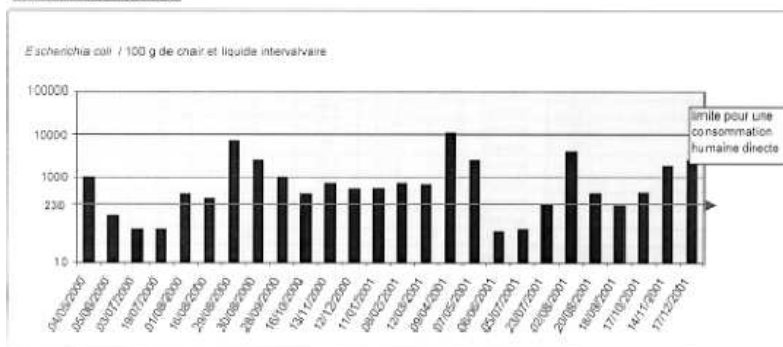
- St Martin de Ré : port et avant-port, plus 250m à l'ouest et au nord des jetées, à l'est jusqu'à la pointe faisant suite à la citadelle, à 200m.

La qualité microbiologique du gisement de coques situé à l'ouest du Fier entre les chenaux "du Village" et "du Riveau", constatée aux 2 points de prélèvements suivis mensuellement par la DDASS, contribue depuis des années à leur classement en zone "C". Le facteur déclassant est essentiellement le nombre d'*Escherichia coli* / 100g de chair liquide et intervalvaire, dont la norme sanitaire est de 230.

Les deux points de prélèvement classés "C" dans le Fier d'Ars sont :

- Chenal des villages : "le gisement de coques et de palourdes, placé en limite de la réserve naturelle de Lilleau des Niges, est accessible par la cale de mise à l'eau de Trousse-Chemise, après traversée du Riveau. Cet accès par l'ancien port est utilisé comme mouillage, en particulier pendant la saison estivale.

#### Évolution des résultats



#### **Conclusions :**

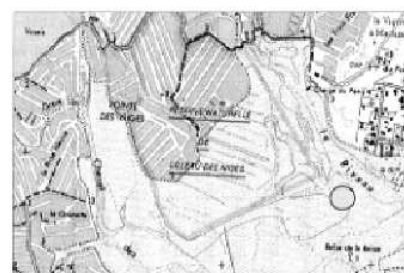
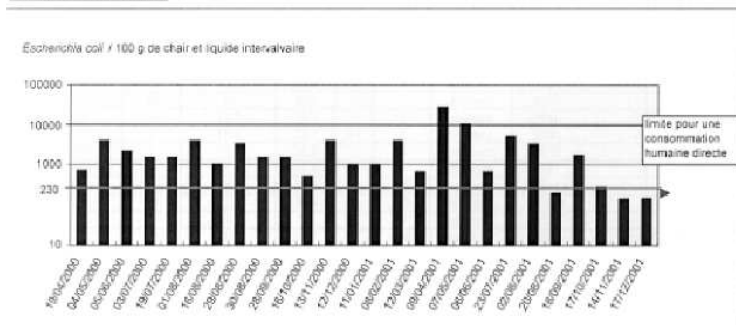
Les coquillages prélevés sur ce site présentant des contaminations marquées et répétées :

- leur contamination serait à l'origine de risques élevés pour la santé
- même leur cuisson ne pourrait les risques sanitaires".

Investigations en cours pour déterminer toutes les origines de la contamination relativement importante, identification complète difficile à ce jour, avec présence de salmonelles sur un prélèvement. Situation n'évoluant pas." (DDASS, synthèse 2001)

- Chenal du Riveau : "le gisement de coques et de palourdes, placé en limite de la réserve naturelle de Lilleau des Niges, est ...idem"

#### Évolution des résultats

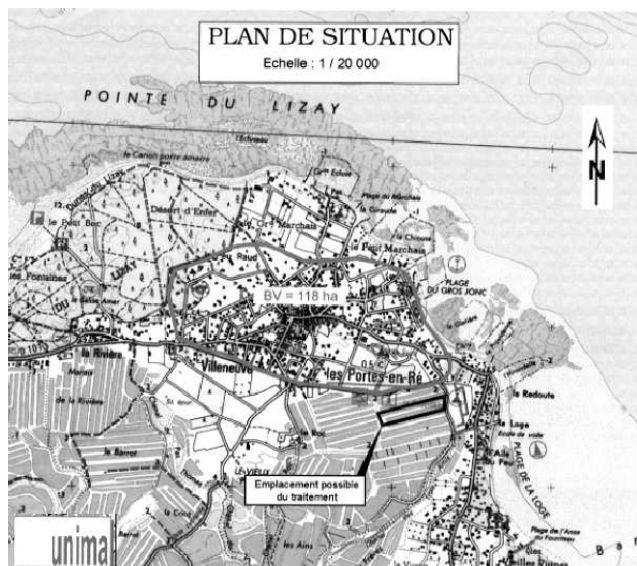


#### **Conclusions :**

Les coquillages prélevés sur ce site présentant des contaminations marquées et répétées :

- leur contamination serait à l'origine de risques élevés pour la santé
- même leur cuisson ne pourrait supprimer les risques sanitaires".

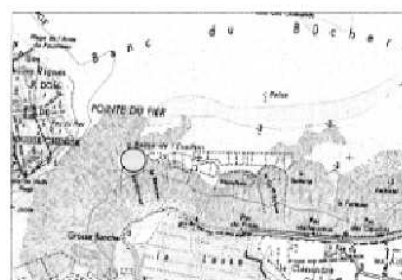
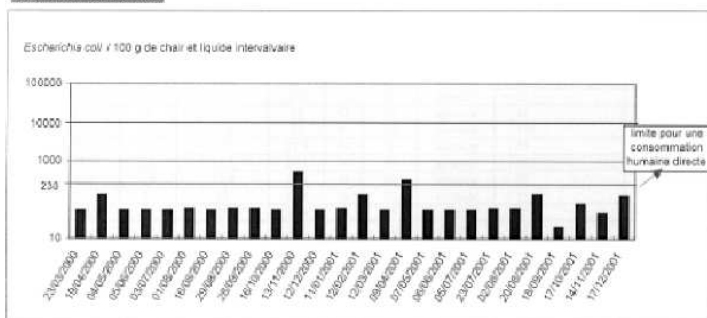
Le réseau pluvial desservant le centre bourg, parasité par des rejets eaux usées domestiques semblerait être à l'origine de cette situation, avec néanmoins présence de salmonelles à deux reprises (lagunage des eaux pluviales à venir)". (DDASS, synthèse 2001)



## Projet de lagunage des eaux pluviales de la Commune des Portes-en-Ré

A l'inverse, le point de prélèvement situé dans le Fier au niveau de la Balise de l'Eveillon, est classé "A", c'est à dire "qualité satisfaisante", avec une qualité sanitaire "qui se confirme d'année en année" (DDASS, synthèse 2001).

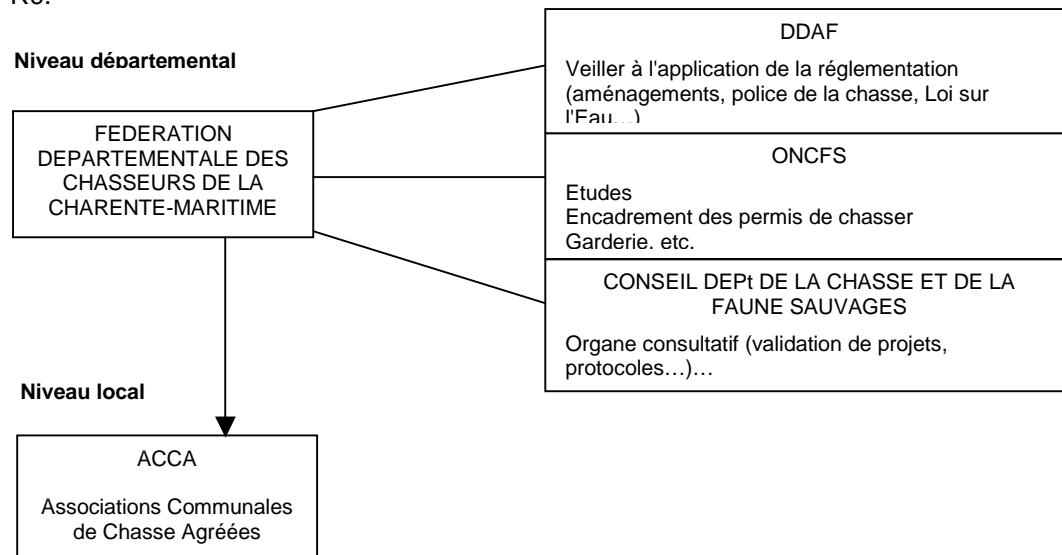
### Évolution des résultats



## La chasse

## Organisation de l'activité au niveau départemental et local

Au niveau Départemental, l'activité de chasse est fédérée au sein de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Charente-Maritime. Localement, elle est gérée par les Associations Communales de Chasse Agréées (ACCA), créées par la Loi "Verdeille". Le site est donc concerné par 6 ACCA : Les Portes-en-Ré, St-Clément-des-Baleines, Ars-en-Ré, La-Couarde-sur-Mer, Loix-en-Ré et St-Martin-de-Ré.



La DDAF est chargée de veiller à l'application de la réglementation concernant les aménagements cynégétiques, la police de la chasse, la mise en conformité avec les lois (par exemple la Loi sur l'Eau), etc.

La Fédération Départementale, via son CA, ses commissions et ses salariés, a un rôle de coordination départementale des activités cynégétiques ou associées (plantation de haies, participation à la gestion des territoires collectifs...), réalise ou participe à des études, réalise ou participe à des actions de préservation du patrimoine (ex : "Cabane de Moins", commune de Breuil-Magné), et exerce une police de proximité.

La Fédération Départementale s'appuie dans ses actions sur un organe consultatif : le Conseil Cynégétique de la Chasse et de la Faune Sauvage. Cet organe départemental regroupe l'état (Préfecture, DDAF, DIREN), les Fédérations départementales et régionales, des associations de protection de la nature, des universitaires, etc. Il n'a pas de rôle décisionnel, mais son avis est sollicité pour valider les actions, les protocoles d'étude, le futur Schéma Départemental de Gestion Cynégétique...

A l'échelle des communes, les ACCA furent créées pour promouvoir une cohérence par rapport à la gestion des territoires cynégétiques et des espèces chassables : organiser, structurer et faire reconnaître le fonctionnement local de la chasse ; lui donner les moyens financiers pour la réalisation de projets locaux (cotisations annuelles) ; et offrir un cadre réglementaire légitime, harmonisé et cohérent sur le territoire. En raison de la modification de la structure de la population résidant en milieu rural, les ACCA ont perdu quelque peu de leur signification, et tentent actuellement de construire une nouvelle légitimité, avec l'aide et le soutien de la Fédération Départementale : ex. : participation active à la mise en place des Jachères Faune sauvage dans le cadre des CTE et des Contrats avec la Fédération (participation financière des ACCA), développement de nouvelles techniques de gestion des populations de lâchers, etc.

### **Les conditions nationales et départementales d'exercice de l'activité**

Les modalités et les périodes de chasse sont soumises aux lois et règlements nationaux en vigueur. Les tonnes de chasse doivent être déclarées conformément à l'article L.424-5 du code de l'Environnement, en vertu duquel les propriétaires ont une obligation de gestion/entretien. Aucun plan de gestion cynégétique ne s'applique à l'île de Ré (pas d'espèce concernée).

Les Fédérations Départementales de Chasse devront bientôt élaborer, à l'échelle départementale, des Schémas Départementaux de Gestion Cynégétique.

### **Les conditions locales d'exercice de l'activité**

La chasse (chasse à la botte et chasse à la tonne) s'exerce sur la quasi totalité du site, à l'exception des Réserves de Chasse communales, de la Réserve Naturelle de Lilleau des Niges et de quelques parcelles en opposition.

La chasse dans l'île de Ré est essentiellement de la chasse au petit gibier et au gibier d'eau. La chasse au gros gibier (sanglier, chevreuil) n'existe pas, ces animaux n'étant pas présents dans l'île. La chasse au lièvre est interdite depuis plusieurs années.

#### *Périodes de chasse*

Ouverte conformément à l'arrêté préfectoral, la chasse se pratique :

- du 1<sup>er</sup> septembre au 31 janvier pour le gibier d'eau ;
- du 2<sup>nd</sup> dimanche de septembre au 28 février pour les autres espèces

#### *Les modalités d'exercice de la chasse selon les communes*

Au total, 14 tonnes ont été déclarées sur les 6 communes situées dans le site Natura 2000 n°22 conformément à l'article L.424-5 du code de l'Environnement. Le statut du lapin diffère d'une commune à l'autre.

Commune	nb de tonnes déclarées	parcelles (n° cadastral) déclarées "tonnes de chasse"	Statut du lapin
Ars-en-Ré	1	ZP8	nuisible
La-Couarde-sur-Mer	4	ZN2, ZH2 (exclue ACCA), ZH17 (exclue ACCA), ZL17	nuisible
Loix-en-Ré	9	ZP14, AI242-243-246, AM199, ZO36, ZH8, ZH27, AM238, ZO42, AI15-16-17 (exclues ACCA)	nuisible
Les-Portes-en-Ré	0	-	nuisible
St-Martin-de-Ré	0	-	gibier
St-Clément-des-Baleines	0	-	gibier (1 lâcher en 02)

#### *Les Réserves de chasse et les parcelles en opposition*

Commune	ACCA créée en...	Réserve de chasse surface	modifiée en...	Parcelles en opposition
Ars-en-Ré	1969	93ha 77a	1991	depuis 2001 : ZI38, 40, 44
La-Couarde-sur-Mer	1976	115ha 26a 54ca	1996	ZH2, ZH17
Loix-en-Ré	1969	51ha 03a 66ca	1995	36ha en 1981 : AI5, 8 à 25, 27, 245, 247, 248, 179 à 181, 186, 187
Les-Portes-en-Ré	1969	37ha	1981	depuis 1969 : AH408 à 413, AI296 à 231, 333 à 365, AK306 à 336
St-Martin-de-Ré	1970	60ha	jamais modifiée depuis 1971	aucune
St-Clément-des-Baleines	1969	47ha 10a	1992	ZB28, 29

#### **Les ACCA et la gestion des territoires communaux**

Les ACCA sont des acteurs de la gestion des territoires communaux, dont par exemple :

- Sur l'île de Ré, la régulation du Ragondin est sous la responsabilité ACCA/FDC pendant la période de chasse, ou sous responsabilité des Associations de Protection des Cultures (Mr Begnion, DDAF) par délégation du propriétaire ou du fermier. La régulation est faite par piégeage et non par empoisonnement (volonté locale unanime des acteurs de terrain).
- autres ?

#### **Le futur "Schéma Départemental de Gestion Cynégétique"**

Cet outil, prévu par la Loi Chasse, est actuellement en attente des décrets d'application. Aussi n'a-t'il pas encore été développé.

Le concept n'est pas encore clairement décliné en pratique. Dans sa conception, cet outil, d'une durée de 5 ans renouvelable, sera un document de planification. Elaboré par la Fédération Départementale, il devra être en conformité avec les Orientations Régionales de Gestion de la Faune Sauvage définies par le Comité Régional (constitué de la Préfecture, la FDC/FRC, la DDAF, la DIREN, etc.) et qui traceront les grandes lignes de travail en matière de gestion des habitats, de la faune, etc. Ce SDGC sera réalisé en s'intégrant dans les problématiques et les politiques territoriales telles que les politiques agri-environnementales (CTE...), les objectifs des directives Habitats et Oiseaux, etc. Le SDGC devra être validé par le Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage.

#### **Aquaculture / conchyliculture familiale et de loisirs**

L'aquaculture et la conchyliculture d'une manière plus générale est une activité pratiquée à titre individuel par nombre de propriétaires de marais, et visant à une production familiale (Noël et consommation familiale). Les propriétaires sus-dits peuvent être indifféremment Rétais ou non (résidences secondaires).

Cet usage contribue à l'entretien global et au fonctionnement hydraulique du marais. Cependant, il prend parfois des formes incompatibles avec la préservation de l'intérêt biologique et patrimonial des

marais, en particulier lorsque l'usage conduit à des réaménagements incontrôlés et incontrôlables des marais (surcreusement de petits ensembles de bassins, etc.).

Les principales productions familiales concernent les huîtres, coques, crevettes grises, anguilles et poissons, gambas.

## **Les Maisons de Site :**

Deux Maisons de site sont situées dans le site Natura 2000 (l'Ecomusée du marais salant) ou en bordure (Maison du Fier). La Réserve Naturelle de Lilleau des Niges (rattachée ici à la Maison du Fier compte tenu de leurs liens historiques, fonctionnels et muséographiques) est incluse en entier dans le site Natura 2000, et constitue l'un des principaux sites de reproduction, d'alimentation et de reposoir des oiseaux au titre de la DO. Il doit être cependant précisé que la Réserve ne pourrait pas être biologiquement fonctionnelle du point de vue avifaunistique sans l'existence et l'entretien des espaces de marais de l'ensemble du site Natura 2000 : c'est l'ensemble des marais et des espaces intertidaux du site Natura 2000 et sa capacité d'accueil globale, qui font de ce site un espace remarquable à l'échelle internationale.

### **La Maison du Fier (Les Portes en Ré) et la Réserve Naturelle de Lilleau des Niges**

Acquis par le Conservatoire du Littoral, le dernier hangar à sel de l'île de Ré se trouve au vieux – port des Portes-en-Ré et abrite la Maison du Fier, gérée par la Ligue pour la Protection des Oiseaux. Des premières animations à l'actuelle Maison du Fier, le parcours a été long. Voici un résumé des principales étapes:

- 1985: mises en place de l'animation scolaire, soit 5 ans après la naissance de la Réserve naturelle.
- 1986: une ancienne école de Saint Clément des Baleines sert de point d'accueil estival pour un public toujours plus nombreux à participer aux activités de la Réserve. C'est l'époque de la "Maison des Marais". La fréquentation atteint 25 000 à 30 000 personnes chaque année.
- 1989: la LPO propose la création de la Maison de la Nature ouverte à l'année sur l'île de Ré. Un premier projet voit le jour sur la commune de La Couarde mais n'aboutira pas.
- 1997: le Conservatoire du Littoral acquiert une partie du hangar à sel (300 m<sup>2</sup>) pour la réalisation de la Maison du Fier. Des expositions provisoires installées durant l'été attirent près de 20 000 personnes et remplacent ainsi la Maison des Marais.
- 2000: les travaux de réhabilitation permettent l'ouverture en août de la Maison du Fier dans sa configuration actuelle. Une convention a été établie entre le Conservatoire du Littoral (propriétaire), la Communauté de Communes (gestionnaire théorique) et la Ligue pour la Protection des Oiseaux (gestionnaire pour la Communauté de Communes). Les équipes de la Réserve naturelle et de la Maison du Fier agissent en totale complémentarité.

Véritable porte ouverte sur le Fier d'Ars et la Réserve naturelle de Lilleau des Niges, la Maison du Fier permet aux visiteurs de s'informer sur les richesses naturelles rétaises: de la formation géologique de l'île aux paysages typiques, des tortues luth à la salicorne en passant par les échasses blanches, les thèmes abordés sont variés. Les supports utilisés sont tout aussi variés: si des panneaux ont dans un premier temps été installés, des éléments plus "interactifs" sont progressivement venus compléter la muséographie: bornes multimédia, aquarium, objets à manipuler... La pose d'un faisceau hertzien sur la Réserve avec retransmission des images à l'intérieur de la Maison du Fier est prévue pour 2003.

Avec tous ces équipements, la Maison du Fier se veut être un site moteur en matière de sensibilisation à l'environnement, pour le public le plus varié possible: les incontournables scolaires, mais aussi le grand public, qu'il soit de passage ou résident permanent. Les principales activités proposées sont les visites de la Maison du Fier, les sorties naturalistes (sur différents thèmes: les oiseaux des marais, le littoral à marée basse, la flore...), les ateliers pour les enfants, les interventions en classe, des conférences, les activités ponctuelles comme le rallye vélo ou la fête de l'oiseau... Mais les missions de la Maison du Fier ne se limitent pas à la seule sensibilisation à l'environnement; il faut également inclure une volonté d'action dans le domaine du développement culturel local (participation à la fête du livre ou au réseau des maisons à thèmes de l'île de Ré, présence au conseil d'administration de l'Association Rétaise de Développement Culturel...).

Lors de l'inauguration de la Maison du Fier, Jean-Pierre Raffarin, président du Conseil régional de Poitou – Charentes a résumé ainsi le lieu: " ce projet réunit l'environnement, la culture, l'économie et le patrimoine et ce qui rassemble, c'est la qualité".

En terme de fréquentation, la Maison du Fier, sur sa première année pleine d'ouverture, a accueilli 50303 visiteurs, toutes animations confondues (4432 scolaires et 45871 visiteurs grand public), ce qui en fait un des sites les plus visités du département.

### **L'Ecomusée du marais salant (Loix-en-Ré) (source : site Internet)**

Situé dans l'île de Ré, à Loix, sur un site exceptionnel : la Prise de la Lasse, l'Ecomusée du Marais Salant propose toute l'année la découverte des marais salants rétais.

Après une visite de l'exposition 'Sel de mer, Sel de Ré' qui retrace l'histoire des marais salants rétais et illustre la technique de production du sel, un guide explique, autour d'une maquette du site, le fonctionnement du marais salant puis accompagne les visiteurs sur le site.

Son objectif est d'y faire découvrir la flore spécifique des marais : salicorne, statis, moutarde... En milieu de visite au bord du Fier d'Ars il est possible d'y observer, suivant la saison, des bernaches, des tadornes, des aigrettes... Du sel de la fleur de sel, des salicornes et divers ouvrages sur la saliculture et les marais sont aussi en vente à L'Ecomusée.

Un site Internet présente également l'Ecomusée (<http://www.marais-salant.com/>).

### **A l'origine des marais de l'île de Ré**

Jusqu'au Moyen Age, l'île de Ré était composée d'îlots: Ré, le plus grand, qui correspond à la partie sud de l'île actuelle et les îlots d'Ars et de Loix (l'îlot des Portes s'étant rattaché à celui d'Ars dès le premier millénaire). Peu à peu, les passes entre ces différents îlots se sont comblées par le dépôt naturel d'alluvions argileux: le bri. Ainsi se mirent en place, grâce à ces sédiments imperméables et à des conditions climatiques propices, les éléments favorables à la création des marais salants rétais. Pour cela, ces terrains ont été gagnés sur la mer grâce à l'édification de levées préservant ces prises de la montée des eaux lors des grandes marées (voir notre carte ci contre).

Bien que les premiers marais salants rétais aient vraisemblablement été bâtis dès le XIIème siècle par les moines de l'abbaye de Saint Michel en l'Herm, seigneurs des îlots d'Ars et de Loix, l'activité salicole n'a réellement pris son essor qu'à partir du XVème siècle. Au XIXème siècle, il y a 1550 hectares de marais salants en activité (soit 18% de la surface de l'île de Ré). C'est alors l'apogée de la production salicole qui atteint plus de 30 000 tonnes par an et qui assure une grande part de la richesse de l'île.

A partir des années 1850, commence une longue période de déclin et d'abandon d'une grande partie des marais salants rétais. Le manque d'entretien des levées protégeant les prises entraîne la perte de certains marais à nouveau envahis par la mer: A l'aube des années 1990, les sauniers rétais semblent voués à disparaître.

Fort heureusement, depuis une dizaine d'années, une politique active de relance de l'exploitation salicole a permis à de jeunes producteurs de s'installer et de remettre en état des marais abandonnés, perpétuant ainsi ces savoir-faire séculaires.

## **Le nautisme :**

Le nautisme se pratique sous diverses formes dans le Fier d'Ars et la Fosse de Loix : navigation de plaisance (voile ou moteur), kayak de mer et écoles de voile en constituent les principales.

### **La navigation de Plaisance**

Elle est pratiquée de manière essentiellement familiale et privée.

Les plaisanciers sont regroupés en associations d'usagers (Association des Usagers du Port de St Martin (UPSM) ; Association des Usagers du Port d'Ars en ré (AUPAR) ; Yacht Club de St Martin ; etc.).



Il n'existe pas de document ou d'étude connue établissant une évaluation de la fréquentation nautique du Fier d'Ars et de la Fosse de Loix. Les seules données qui pourraient être obtenues et analysées nécessiteraient de collecter les données individuelles collectées au niveau des ports (fréquentation des ports...), encore que l'évaluation ne serait que partielle. Pour cette raison, ces données n'ont pas été collectées ni analysées dans le Docob (apport injustifié "temps investi" / "résultats attendus" au vu des enjeux).

**Kayak de mer :**

Le Kayak de mer est un sport essentiellement pratiqué à titre individuel.

Au niveau départemental, les kayakistes sont regroupés en une fédération, le Comité Départemental de Canoë-kayak (CDCK, présdt : M. Larivière). Sur le site, une association organise des sorties canoë en mer : "Pistes Vertes, Pistes Bleues".

**Ecoles de voile**

Il existe sur Ré plusieurs écoles de voile, dont 3 concernent le site n°22 :

- Ile Passion - Voile (La Couarde sur Mer)
- Ecole Française de voile d'Ars en Ré
- Ecole Française de voile des Portes en Ré

Elles utilisent en tout 3 bassins de marais (moins de 8ha), et le Fier et la Fosse de Loix à marée haute.

## ANALYSE DES ENJEUX POUVANT ÊTRE LIÉS À "NATURA 2000"

### Aquaculture / conchyliculture familiale et de loisirs

Du point de vue de leur conséquence sur l'environnement, ces activités peuvent être globalement qualifiées d'extensives à l'exception de la production de Gambas, qui nécessite des profondeurs d'eau plus grandes (susitant des re-creusement de bassins) et une lutte constante contre les herbiers aquatiques (Ruppie notamment), les Gambas ne tolérant pas leur présence.

Elles peuvent être positivées en respectant un certains nombre de prescriptions simples visant à la préservation des fonds, au respect des berges et des anciens reliefs de veltes par exemple, et au type d'ouvrages hydrauliques (cf. recommandations du CEMAGREF / anguille par exemple). L'essentiel du travail à réaliser serait d'informer et de sensibiliser les usagers à la valeur et la sensibilité du patrimoine biologique qu'ils contribuent ainsi à gérer. En effet, les marais abandonnés ou utilisés à des fins d'aquaculture familiale ou de loisirs hébergent les principales colonies de reproduction d'oiseaux coloniaux de l'île de Ré (soit 85% des couples installés de 1990 à 2001 répartis sur 13 sites réguliers), le Pélobate cultripède, les principaux faciès de végétation identifiés comme variantes de l'habitat "lagune" de la directive Habitats...

TYPE	RECOMMANDATIONS
Communautés végétales lagunaires	<p><b>Les recommandations environnementales sont :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Préserver prioritairement les habitats lagunaires...</li> <li>=&gt; entretenir / réhabiliter le réseau hydraulique</li> <li>=&gt; préserver les fonds et les berges</li> <li>=&gt; privilégier une exploitation humaine raisonnée</li> <li>=&gt; pas d'herbicides / fertilisants dans les marais &amp; sur les berges</li> <li>- ...et les faciès de marais anciens</li> <li>=&gt; entretenir et conserver la végétation de "prés salés" des veltes et diguettes</li> <li>=&gt; encourager un pâturage extensif des "prairies"</li> <li>=&gt; conserver et entretenir les haies &amp; bosquets de tamaris</li> <li>=&gt; préserver les marais en eau douce (déconnectés du réseau salé)</li> <li>=&gt; encourager la fauche des bossys</li> <li>=&gt; ne pas combler les marais abandonnés</li> </ul>
Colonies de reproduction de Laro-limicoles, reposoirs de marée haute	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer le succès de reproduction</li> <li>=&gt; Réduire le niveau de prédation par les goélands</li> <li>=&gt; Réduire l'impact de la fréquentation touristique</li> <li>- Développer une gestion adéquate sur le réseau de sites-clefs</li> <li>=&gt; Restaurer l'hydraulique et gérer les niveaux d'eau</li> <li>=&gt; Entretenir – restaurer des îlots de nidification</li> <li>=&gt; Eviter les travaux pendant l'installation &amp; l'incubation</li> <li>- Prendre en compte ces espèces dans gestion traditionnelle du marais</li> <li>=&gt; Intégrer les préconisations de gestion au CTE-saliculture</li> <li>=&gt; Prendre en compte les colonies dans les projets de restauration de champs de marais</li> <li>=&gt; Développer une réflexion avec la profession conchylicole pour évaluer les possibilités d'intégrer "l'oiseau" dans la gestion du marais</li> </ul>
Busard des roseaux, Gorgebleue	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretenir les zones de reproduction du Busard des roseaux</li> <li>=&gt; Fauche retardée ou avancée des bossys où une installation est constatée</li> <li>- Maintenir à l'échelle de l'île les conditions favorables à la Gorgebleue</li> <li>=&gt; Maintenir, entretenir, restaurer les linéaires de <i>Tamarix gallica</i></li> </ul>

## Cyclotourisme, randonnée pédestre, "sentiers" divers

Les colonies d'oiseaux nicheurs s'installent généralement à l'écart des itinéraires les plus fréquentés, mais un dérangement très important est observé durant les vacances scolaires (vacances de Pâques, et dans une moindre mesure vacances d'été) et surtout pendant les week-ends et jours fériés en mai-juin, période durant laquelle la pénétration touristique dans les marais endigués est intense. Compte tenu de la progression continue de la fréquentation touristique sur l'île, il est nécessaire d'intégrer au mieux les exigences de tranquillité des colonies de larolimicoles dans les projets d'aménagements touristiques (pistes cyclables, itinéraires de randonnée, etc.). Les projets devraient ainsi éviter l'augmentation du dérangement à proximité des colonies existantes, ou à défaut, offrir des mesures compensatoires (ex. : aménagement d'un nouveau site de reproduction en remplacement d'un site "sacrifié"). D'une manière générale, il est recommandé de garantir le maintien des zones de tranquillité, qui sont à la fois nécessaires à la reproduction des larolimicoles coloniaux, mais qui sont aussi indispensables à la reproduction d'autres espèces (Canard colvert, Chevalier gambette,...).

TYPE	RECOMMANDATIONS
Réduire la fréquentation humaine aux abords des colonies (chemins/accès existants)	<p><b>Les recommandations environnementales sont :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur certains chemins communaux (ex : Le Barrot et les 3 Frères aux Portes), il est possible de réduire sensiblement la fréquentation humaine en posant un panneau « voie sans issue », en concertation avec les utilisateurs les plus réguliers.</li> <li>- Sur les digues du Fier bordant des sites sensibles, il est recommandé de favoriser le développement de la végétation et réduire les facilités d'accès à vélo et à pied.</li> </ul>
Projets de sentiers (cycles, piétons...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compatibilité entre d'éventuels projets de linéaires de pistes / sentiers supplémentaires et les sites sensibles du point de vue de l'environnement (principales colonies de reproduction, zones d'alimentation majeures à marée basse et reposoirs de marée haute), par exemple dans le cadre du projet de "réhabilitation du sentier du littoral"  <i>En effet, les dérangements humains ont été identifiés comme très importants pour le succès d'installation et d'élevage des jeunes par l'étude THIBAUT &amp; al., 2002. Voir pour cela BOCOB, vol III chapitre "Larolimicoles nicheurs".</i></li> <li>- Idem pour d'éventuels projets d'élargissement des pistes cyclables par une bande piétonne (étude des inconvénients et bénéfices pour l'environnement)</li> <li>- Idem pour les projets de sentiers pédestres, ex. Rando pédestre : projet de réhabilitation du Sentier du Littoral</li> <li>- Limiter la fréquentation des VTT (ou autres) hors des pistes cyclable (déjà fait !) et réfléchir aux moyens de faire respecter ces limitations</li> <li>- Développement privilégié des chemins "bétonnés" ou goudronnés ⇒ leur préférer désormais des chemins stabilisés (chemins blancs par exemple, non imperméabilisés)</li> </ul>
Elargissement des digues du Fier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le confortement et l'élargissement des digues du Fier, actuellement en cours, risque à terme de favoriser la fréquentation touristique sur les digues et augmenter le dérangement de certaines colonies (notamment Les Habitants et Les Rouets à Ars). Il est recommandé de favoriser la repousse rapide d'une végétation dense sur les digues bordant les sites sensibles afin de limiter la fréquentation.</li> </ul>
Sites privés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les sites privés accueillant des colonies, il est recommandé aux propriétaires de clôturer l'entrée de leurs marais.</li> </ul>
Sensibilisation, information	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la signalisation + effort pour une "signalisation plus pédagogique" (sites évités...)</li> <li>- Des actions de sensibilisation sont à étudier (éditions de documents pédagogiques). Elles pourraient être intégrées de façon plus large, au niveau intercommunal, à des projets de sensibilisation au patrimoine naturel de l'île</li> </ul>

	de Ré (protection des dunes, etc.). - Développer des partenariats pour la sensibilisation et l'éducation à l'environnement (ex. insertion d'un recto-verso "environnement" dans le topoguide "A pied dans l'île de Ré" avec la même maquette, etc...)
--	--

## Equitation

TYPE	RECOMMANDATIONS
Conditions d'exercice de l'activité	<b>Les recommandations environnementales sont :</b> - Eviter d'emprunter des itinéraires passant au bord de colonies d'oiseaux (13 sites majeurs) en période de nidification (mars-juillet) ou des reposoirs de marée haute pendant la durée de la marée haute en automne-hiver
Information, sensibilisation	- Participation ou relais d'information dans le cadre d'un éventuel projet de valorisation du patrimoine d'intérêt communautaire commun à toutes les activités ?

## Le Nautisme

Les recommandations ci-dessous concernent essentiellement la navigation de Plaisance. En effet, d'une manière globale, l'ensablement du Fier limite les possibilités nautiques dans le Fier. D'autre part, il n'existe a priori pas de problème entre la navigation de plaisance et l'utilisation des vasières à marée basse par les oiseaux en alimentation car les activités de plaisance et le nautisme d'une manière générale, s'exercent à marée haute. En revanche, deux problèmes peuvent se poser au regard des enjeux biologiques à travers la réflexion du Document d'objectifs sont :

- le problème des mouillages permanents non autorisés : env. 900 recensés sur Ré. La législation oblige désormais à définir des mouillages autorisés ⇒ étude va être lancée par la Communauté de Communes pour les regrouper en 20-30 mouillages autorisés à définir
- le problème du rejet des eaux usées / "eaux noires"
  - absence de législation/réglementation navigation de plaisance et eaux usées
  - absence ou faible taux d'équipement des ports avec des équipements de récupération et de traitement
  - absence d'équipement de récupération des eaux usées sur les bateaux, même neufs
  - dans tous les cas, la récupération est liée à la "conscience" environnementale et sanitaire de chacun

TYPE	RECOMMANDATIONS
Mouillages permanents	<b>Les recommandations environnementales sont :</b> - Assurer la cohérence entre les emplacements proposés pour les 30 mouillages autorisés et les objectifs Natura 2000 (zones sensibles dans le Fier...)
Rejet des eaux usées	- Encourager l'équipement de tous les ports en équipement de récupération & de traitement des eaux usées et des eaux noires. - "Charte de bonne conduite" bateaux de Plaisance ? - Capacités d'accueil des Ports (déjà définies)

## La chasse

### ■ Chasse (gestion communale + associative ACCA)

#### Problématiques liées à l'activité :

- Chasse : l'activité reste soumise aux lois et règlements nationaux en vigueur sans aucune modification ou restriction supplémentaire de la part de Natura 2000.

- Gestion des marais : les chasseurs intéressés et/ou les ACCA pourraient participer à la gestion de certains espaces de marais en faveur des habitats et espèces de la directive Habitats/Oiseaux (ex : sites de reproduction de larolimicoles, anciens marais colonisés par une végétation halophile d'intérêt communautaire...)
- Régulation du Ragondin : sous la responsabilité ACCA/FDC pendant la période de chasse (piégeage, pas d'empoisonnement) ; ou sous responsabilité Asso Protection des Cultures (Mr Begnion, DDAF) par délégation du proprio ou fermier.

#### Perspectives pour le DOCOB Natura 2000

- Cartographie des tonnes existantes (cf. carto de la DDAF, confiée aux FDC) ?
- Participation à la gestion de marais en faveur des habitats et espèces de la directive Habitats/Oiseaux ?
- Programme de Régulation du Ragondin par piégeage en Pièges-cage (pas d'empoisonnement souhaité sur l'île, vœu largement approuvé dans le cadre des objectifs Natura 2000)

## La pêche à pied

La pêche à pied présente deux problèmes :

- niveau de fréquentation, notamment en période touristique
- problème d'éducation et d'information sur les modalités ("charte" du bon pêcheur à pied) et sur les risques sanitaires sur les zones interdites au ramassage

TYPE	RECOMMANDATIONS
Niveau de fréquentation	<b>Les recommandations environnementales sont :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude et recensement du niveau de fréquentation et de sa saisonnalité (rythmes hebdomadaires ou saisonniers)</li> </ul>
Qualité sanitaire des gisements coquillers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la gestion des territoires communaux doit viser, partout où les causes sont identifiées et leur traitement possible, à améliorer la qualité sanitaire des gisements coquillers.</li> </ul>
Information, sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration et diffusion d'une "Charte du bon pêcheur à pied", voire d'une "Charte du bon touriste"</li> <li>- Elaboration d'outils pédagogiques tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- vidéo très courte (1mn) à diffuser dans les cinémas au début et/ou à l'entracte</li> <li>- panneaux pédagogiques aux entrées de plage et aux accès aux bancs de ramassage (tous secteurs)</li> <li>- panneaux (ou autre) exposés dans toutes les Maisons de site (dont Maison du Magayant), l'Office de tourisme, les principaux points d'accueil / d'hébergement / de restauration / touristiques. Ceci nécessite un relais (voire une maîtrise d'œuvre) par un partenaire local, par exemple Ile de Ré Tourisme.</li> <li>- encarts insérés dans les documents de promotion des activités</li> <li>- tract ?</li> </ul> </li> </ul>

## Les campings-cars

Le problème des campings-cars et de la fréquentation associée se pose, dans le périmètre du site Natura 2000 n°22, se pose exclusivement sur le site de la Pointe du Grouin.

TYPE	RECOMMANDATIONS
Fréquentation Niveau trophique Information, sensibilisation	<b>Les recommandations environnementales sont :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Restaurer les habitats de la Pointe du Grouin (station de Cynoglosse des dunes*)</li> <li>=&gt; Réduire le niveau de piétinement et la fréquentation du site</li> <li>=&gt; Limiter les apports de déchets exogènes (eutrophisation) et réduire le niveau trophique du sol (fauche &amp; export)</li> <li>=&gt; Restaurer &amp; entretenir la pelouse dunaire (fauche...)</li> </ul>

	=> sensibiliser & informer les utilisateurs / sensibilité du site
--	---

### **Sensibilisation générale du grand public**

<b>TYPE</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b>
Information, sensibilisation	<p><b>Les recommandations environnementales sont :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'outils pédagogiques (vidéo /cinémas, panneaux pédagogiques, encarts insérés dans les documents de promotion des activités, tract...) : voir point "Pêche à pied"</li> <li>- Soutenir le projet de Lieu d'accueil à l'entrée de l'île, où pourrait exister un espace pédagogique de sensibilisation aux différents enjeux environnementaux spécifiques à l'Île de Ré et à son caractère insulaire</li> <li>- Essayer d'organiser les éventuels projets de ce type autour d'un interlocuteur unique, fédérateur de l'ensemble du tourisme Rétais</li> </ul>

# DEMOUSTICATION

Source : EID, février 2002  
(Bernard, Guillet & Kindel)

## **Note de présentation de l'E.I.D.-Atlantique - Unité de l'île de Ré -**

**Statuts**

**Missions**

**Organisation territoriale**

**Méthodologie**

**Autres activités**

**Missions d'expertises**

**Etudes**

**Formation**

**Unité de l'île de Ré – Particularités – Bilan**

**Conclusion**

## PRESENTATION DE L'ACTIVITE

### Note de présentation de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du littoral atlantique (source : E.I.D.-Atlantique)

## Généralités

### Statuts

L'E.I.D.-Atlantique est un établissement public interdépartemental créé par les Conseils Généraux de Charente-Maritime, Vendée, Loire-Atlantique, Gironde et Morbihan.  
Cet établissement public a été créé en exécution de la loi du 10 août 1871 (article 89 et suivants) et du Décret n° 83-479 du 10 juin 1983 et investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière.  
Chaque Conseil Général décide des secteurs d'intervention sur son territoire.

### Missions

L'E.I.D.-Atlantique a pour objet dans le cadre de la Loi n°64-1246 du 16 décembre 1964 :

- d'établir l'inventaire des espèces culicidiennes vulnérantes et non vulnérantes rencontrées dans les départements adhérents
- de réaliser les cartes écologiques permettant de localiser les gîtes larvaires dans ces mêmes départements
- recueillir au moyen d'études spécialisées, les informations de nature à permettre la mise en œuvre des moyens de lutte appropriés dans les zones infestées en tenant compte de leurs effets éventuels sur la faune et la flore
- de déterminer, avec le concours des personnalités compétentes et des organismes scientifiques spécialisés, les programmes de lutte raisonnée ou des travaux d'assainissement susceptibles de limiter ou de supprimer la nuisance des espèces vulnérantes
- d'assurer l'exécution des opérations définies dans ces programmes, en liaison avec les collectivités intéressées et d'en contrôler l'efficacité

Ces missions sont spécifiques et originales.

L'E.I.D.-Atlantique est membre fondatrice de l'ADEGE, Agence Nationale pour la démoustication et la gestion des espaces démoustiqués regroupant les E.I.D. du littoral méditerranéen, de l'Ain, Isère, Rhône, Savoie, du littoral atlantique, les services de démoustication de la Martinique et de la Guyane, les organismes publics d'Alsace et de la région parisienne et de l'Association Européenne des Opérateurs publics de démoustication (EDEN).

### Organisation territoriale

L'E.I.D. intervient sur plus de 20 sites différents (unités) sur les cinq départements constituant l'Entente.

Une unité est composée de techniciens qui se voient confier la lutte dans un bassin de marais (en général 2 personnes pour environ 2000 hectares de bassin de marais).

La direction et les services administratifs sont basés à Saint-Crépin (17380).

A Préfecture de tutelle est celle de la Charente-Maritime et ce, pour l'ensemble de la collectivité.

## Méthodologie d'intervention

### Une lutte ciblée

Toutes les espèces de moustiques ne sont pas à l'origine de nuisances. Toutes ne piquent pas l'homme ou ne constituent pas de populations suffisamment importantes pour créer une gêne



collective. La connaissance des espèces de moustiques (67 espèces en métropole et plus de 3000 dans le monde) est très importante. Le nombre d'espèces cibles est réduit en milieu salé saumâtre.

Sur nos côtes, les espèces cibles de la lutte sont clairement identifiées. Ce sont deux moustiques, *Aedes caspius* et *Aedes detritus*, qui se succèdent dans l'espace et dans le temps, colonisant à l'état larvaire certaines parties des marais littoraux atlantiques.

### **Des espèces à forte dynamique de population**

Ces deux espèces, très abondantes à l'état larvaire, ont un rythme d'éclosions qui peut être fréquent. En effet, sur la côte atlantique, les débordements lors des marées sont à l'origine de ces éclosions qui peuvent être assurées aussi par l'impluvium.

### **Des secteurs géographiques précis**

La situation des gîtes larvaires est très précisément identifiée sur des cartes phyto-écologiques des bassins de marais (carte au 1/5000<sup>e</sup>). Ces cartes sont levées lors des études préalables à toute intervention.

### **Une surveillance permanente**

Ainsi, les techniciens qui se voient confier la lutte sur un bassin de marais surveillent les éclosions larvaires successives de janvier à octobre. Cette permanence de la lutte, liée au rythme des éclosions, est caractéristique des marais salés de la côte atlantique.

C'est la bonne connaissance des marais qui est l'élément primordial et qui permet d'établir une lutte antilarvaire ponctuelle (parfois de l'ordre du m<sup>2</sup>) et efficace.

### **Une lutte intégrée comportant :**

- les traitements antilarvaires ponctuels effectués après chaque éclosion à l'aide de pulvérisateurs à dos. Le nombre de produits larvicides est limité. Sont utilisés le Téméphos Abate<sup>R</sup> et *Bacillus thuringiensis israelensis* (H14) Vectobac<sup>R</sup>.
- les travaux de lutte physique qui permettent par l'entretien ou la rénovation de l'hydraulique des marais supprimer les gîtes larvaires. En effet, le maintien en eau marine permanente supprime le biotope larvaire des moustiques.
- la gestion de l'eau au quotidien dans ces marais qui peut réduire le rythme des éclosions larvaires et éviter l'évolution des milieux en biotopes à moustiques.
- l'information importante dans le cadre de la lutte contre une autre espèce : (*Culex pipiens*). Ce moustique évolue dans les milieux pollués ou les petites collections d'eau domestiques. Des affiches et des brochures d'information sont éditées par l'E.I.D.

Exceptionnellement, lorsque les éclosions concernent de vastes superficies (cas des rives de la Gironde), l'application des traitements antilarvaires est effectuée par hélicoptère.

### **Autres activités**

#### Missions d'expertises

Conformément à sa mission de service public, l'E.I.D.-Atlantique est susceptible d'effectuer des missions d'expertise ou d'information sur les problèmes de nuisances en moustiques en direction d'autres collectivités territoriales ou de services de l'Etat ou d'organismes (Conservatoire du Littoral, DIREN, etc.).

Dans des cas exceptionnels, les agents de l'E.I.D. peuvent intervenir directement comme prestataires de service. Par exemple, dans le cas d'une lutte contre une espèce importée présentant un risque vectoriel potentiel (*Aedes albopictus* – Mission de la Direction Générale de la Santé – Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité).

### Etudes techniques

La pratique au quotidien des marais atlantiques a permis aux techniciens de l'E.I.D. d'acquérir progressivement une connaissance précise de l'ensemble de leurs marais. Cette compétence reconnue est restituée aux collectivités et à leurs partenaires (Service maritime et navigation, service hydraulique des DDAF, Syndicats de marais, chargés de mission, établissement des documents d'objectifs Natura 2000).

Dans cet esprit, les agents de l'E.I.D. accueillent des stagiaires, chargés d'études, et participent aux diverses réunions concernant les marais.

Parallèlement, l'E.I.D. a pu conduire régulièrement des études hydrauliques ou cartographiques sur ces marais (Service de génie rural et sanitaire).

### Formation

L'E.I.D. est traditionnellement le propre formateur de ses agents mais dans le cadre de l'ADEGE, des stages de formation inter E.I.D. ont été mis en place. Comme toutes les collectivités territoriales, les agents peuvent bénéficier des actions de formation par le CNFPT.

Mais l'E.I.D., est aussi sollicitée et ce, à tous les échelons, comme formateur par les conseillers scientifiques de l'Entente en particulier pour l'accueil et la formation d'étudiants en médecine et en biologie des milieux.

L'E.I.D. anime une journée d'information sur l'activité de démoustication lors du stage de formation professionnelle des paludiers – sauniers.

Vers le milieu scolaire, l'E.I.D. peut animer des séances de diapos son sur les moustiques ou les marais (classes de sv.t.)

## **Unité de l'île de Ré**

### **Particularités – Bilan**

En 1969, les élus des communes de l'île de Ré et le Conseil Général de la Charente-Maritime ont souhaité la création d'un service de démoustication en raison de l'abandon progressif du marais à l'origine d'une nuisance importante provoquée par les moustiques.

Depuis cette date, les deux techniciens permanents de l'E.I.D. assurent la plénitude des missions définies ci-dessus.

Les traitements anti-larvaires importants les premières années sont maintenant globalement stables même s'ils peuvent subir des variations annuelles liées à la climatologie. Les biotopes larvaires sont morcelés, dispersés et souvent de faible superficie. Ces milieux sont fortement évolutifs et la quasi-totalité du marais fait l'objet d'un suivi continu. Néanmoins, on peut estimer à 200 hectares la superficie moyenne de gîtes larvaires potentiels recensés.

L'E.I.D.-Atlantique a participé techniquement (dossiers de travaux) et financièrement aux travaux d'aménagement hydraulique de la réserve de Lilleau des Niges lors de sa création et participe toujours aux travaux d'entretien. Elle est membre du Comité consultatif de gestion de cette réserve.

De la même manière, elle collabore financièrement annuellement au programme de restauration des marais salicoles.

L'équipe de l'E.I.D. de l'île de Ré a établi la carte de l'état de l'hydraulique et de l'exploitation des marais pour les groupes de travail DOCOB Natura 2000.

## Conclusion

Si les objectifs de la lutte contre les moustiques sont restés les mêmes, à savoir assurer et maintenir un label de qualité pour l'accueil touristique au sein du département, l'intervention sur le terrain a pu évoluer en particulier par la prise en compte et la promotion d'une meilleure maîtrise de l'eau au sein des marais.

Les travaux d'entretien nécessaires pour conserver cette maîtrise de l'eau au sein des milieux naturels anthropiques fragiles font l'objet de concertations collectives régulières.

L'application de ces méthodes a permis aux équipes de l'E.I.D. de s'intégrer aux professionnels du marais comme aux équipes de nouveaux gestionnaires de ces espaces. Il s'agit bien là d'un retour de compétence dans l'esprit de la mission de service public qui nous a été confiée.

EID Atlantique, février 2002

### ANALYSE DES ENJEUX POUVANT ÊTRE LIÉS À "NATURA 2000"

Les actions de démoustication telles que pratiquées dans l'île de Ré participent à la gestion des territoires.

La priorité donnée à l'entretien / restauration du réseau hydraulique plutôt qu'à la lutte ponctuelle (traitements) est un choix bénéfique pour l'environnement, et doit être encouragé. La lutte biologique par le Bacille de Thuringe, plutôt qu'une lutte chimique moins sélective, est également le choix le moins dommageable pour l'environnement en l'état actuel des connaissances et des techniques.

À l'avenir, il est en revanche impératif de continuer à n'agir que sur les moustiques piqueurs qui constituent une nuisance touristique réelle. Les actions de démoustication réalisées sur les chironomes (moustiques non piqueurs) dans d'autres régions françaises sous la pression des élus ("nuages d'insectes importunant les touristes") ne doivent en aucun cas être développées sur l'île en raison de considérations biologiques.

En effet, les larves de chironomes constituent la base de la chaîne alimentaire des zones humides telles que les marais, et, en tant que tel, elles contribuent grandement à la capacité d'accueil avifaunistique du site Natura 2000.

TYPE	RECOMMANDATIONS
Démoustication (lutte biologique)	<b>Les recommandations environnementales sont :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utiliser (continuer à) des techniques de lutte sélectives</li> <li>- Limiter les actions de démoustication aux moustiques piqueurs, et ne les étendre en aucun cas aux "moustiques non piqueurs" (chironomes)</li> </ul>
Démoustication (entretien / restauration hydraulique)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien du Docob aux actions d'entretien et/ou de restauration du réseau hydraulique</li> <li>- Réaliser les travaux en prenant en compte les sensibilités biologiques des territoires d'intervention (zones de nidification, périodes de l'année, reposoirs...) et contacter les professionnels de l'environnement lorsque nécessaire (conseils, visites de terrain...) ainsi que cela se fait déjà</li> </ul>

# **PROTECTION ET GESTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Synthèse : CHAMPION, 2002

## **C.E.L.R.L RESERVE NATURELLE DE LILLEAU DES NIGES**

---

## PRESENTATION DU CONSERVATOIRE DE L'ESPACE LITTORAL ET DE SES ACTIONS SUR L'ÎLE DE RE

### Le Conservatoire du Littoral : Généralités

"Le Conservatoire du littoral, membre de l'Union Mondiale pour la Nature (UICN), est un **établissement public** créé en 1975. Il mène une politique foncière visant à la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres et peut intervenir dans les cantons côtiers en métropole, dans les départements d'Outre-mer, à Mayotte, ainsi que dans les communes riveraines des estuaires et des deltas et des lacs de plus de 1000 hectares.

**Il acquiert des terrains fragiles ou menacés** à l'amiable, par préemption, ou exceptionnellement par expropriation. Des biens peuvent également lui être donnés ou légués.

Après avoir fait les travaux de remise en état nécessaires, **il confie la gestion des terrains** aux communes, à d'autres collectivités locales à des associations ou des établissements publics, pour qu'ils en assurent la gestion dans le respect des orientations arrêtées. **Avec l'aide de spécialistes**, il détermine la manière dont doivent être aménagés et gérés les sites qu'il a acquis pour que la nature y soit aussi belle et riche que possible et définit les utilisations, notamment agricoles et de loisirs compatibles avec ces objectifs.

Au 1er janvier 2002, le Conservatoire assurait la protection de **65 587 hectares** sur **485 sites**, représentant **861 km de rivages** soit plus de **10% du linéaire côtier**.

La **zone d'intervention du Conservatoire** est constituée à l'origine (loi de 1975) des **cantons côtiers** et des **communes riveraines des lacs de plus de 1000 ha**. Depuis, elle s'est élargie aux **communes d'outre-mer** (décret du 1er septembre 1977) puis aux **communes littorales** au titre de la loi du 3 janvier 1986. La loi de 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a rendu effective l'extension du domaine de compétences du Conservatoire aux **estuaires**. La loi Paysage de 1993 stipule une extension aux **secteurs géographiques limitrophes** constituant une **unité écologique et paysagère**. Le Conservatoire peut également intervenir (décret du 23 mars 1995) sur les rivages de la collectivité de **Mayotte**. Son domaine d'action concerne **22 régions, 46 départements et 1140 communes**.

#### L'acquisition foncière

Les programmes d'acquisition du Conservatoire du Littoral sont définis par le **Conseil d'Administration**. Au préalable, les élus donnent leur avis sur les acquisitions envisagées, dans le cadre des **Conseils de Rivages**. Les **communes sont consultées** systématiquement sur les projets d'acquisition qui les concernent.

Le Conservatoire du Littoral a défini depuis plusieurs années trois critères principaux de choix des terrains à acquérir :

- le site est menacé par l'urbanisation, la parcellisation ou l'artificialisation (par exemple le comblement des zones humides)
- le site s'est dégradé et nécessite une réhabilitation rapide,
- le site est fermé au public alors qu'il mériterait d'être ouvert à tous.

#### Les procédures

L'acquisition des terrains se fait :

- à l'amiable, c'est le mode le plus fréquemment utilisé (61% des procédures),
- par préemption (dans les zones littorales définies par les départements)
- par expropriation pour cause d'utilité publique (exceptionnelle).

Le Conservatoire du Littoral peut également intervenir sous forme de servitude de protection. L'Etat peut affecter au Conservatoire du Littoral des terrains de son domaine privé.

Ces procédures interviennent dans une **stratégie foncière élaborée en concertation étroite avec le départements et les communes**.

Quelle que soit la procédure d'achat, les terrains deviennent **inaliénables** en entrant dans le patrimoine du Conservatoire du Littoral.

## La gestion

L'acquisition marque une étape importante de l'intervention du Conservatoire. Elle n'est cependant que le point de départ d'un processus original dans lequel **le Conservatoire assure la responsabilité du propriétaire** mais **confie la gestion des terrains à d'autres partenaires**. Une fois l'acquisition réalisée, le Conservatoire intervient à deux niveaux:

- **élaboration d'un plan de gestion** qui s'appuie sur un bilan écologique et fixe les objectifs à atteindre pour assurer une préservation satisfaisante du site
- **réalisation des travaux de réhabilitation** : fixation des dunes, ouvrages de gestion de l'eau...

En application de la loi de 1975, la gestion des sites acquis par le Conservatoire (entretien courant, surveillance, accueil) est confiée en priorité à une collectivité locale. Sur les 325 sites ayant donné lieu à une convention de gestion signée, 60% sont gérés par des communes ou des groupements de communes. Dans une vingtaine de cas, le Conseil général ou l'ONF sont co-signataires de ces conventions. Les Départements sont gestionnaires d'un tiers des sites du Conservatoire. Des associations, des établissements publics (dont les parcs naturels régionaux) ont été retenus pour répondre à des situations locales particulières.

### Les principes de gestion :

**La diversité biologique** : Sauvegarder la diversité biologique et le paysage nécessite des aménagements et une gestion spécifiques à chaque site.

**Le génie écologique** : le Conservatoire innove en utilisant systématiquement les techniques du génie écologique

**L'accueil du public** : Il est souhaitable sur les sites qui le supportent. En revanche, la circulation automobile est interdite, les parkings sont réduits au strict minimum et naturels, les équipements sont adaptés et modestes.

**Le bâti** : Les bâtiments indispensables à la gestion du site sont maintenus en l'état. ceux conservés pour leur valeur architecturale ou historique, doivent trouver un usage compatible avec la qualité du site. Tous les autres sont destinés à être détruits.

**L'agriculture** : Une agriculture adaptée est souvent le meilleur outil de gestion

**Les forêts** : Les forêts sont soumises au régime forestier

**La chasse et les activités sportives** : Elles peuvent être incompatibles avec la vocation de certains sites. Sur les autres, elles ne peuvent s'exercer que dans des limites strictes. Les compétitions sportives sont proscrites."

## Les actions du Conservatoire du Littoral sur l'île de Ré

La richesse des milieux de l'île de Ré, ses particularismes, et l'enjeu de ses espaces naturels face aux pressions touristiques et urbaines de cette île, font de ce territoire un site d'intervention important pour le Conservatoire du Littoral. Cette politique foncière active est complémentaire de l'action menée par le Conseil Général de la Charente-Maritime, et notamment soutenue par la création des zones de préemption initiées par les communes.

Aujourd'hui, les propriétés acquises par le Conservatoire du Littoral sur l'ensemble de l'île représentent 366 ha, constitués de marais et de zones dunaires plus ou moins boisées, réparties sur 4 sites.

### Le Fier d'Ars et la Fosse de Loix :

La première décision d'intervention du Conseil d'Administration du Conservatoire du Littoral sur l'île de Ré a concerné le site du Fier d'Ars, en 1979. Ces premières acquisitions avaient pour objectif de préserver cet ensemble naturel, d'une valeur ornithologique remarquable, en complément de la création de la réserve naturelle de Lilleau des Niges, et de la réserve de chasse sur le DPM du Fier d'Ars. La plupart de ces anciens marais salants étaient alors à l'abandon, et suscitaient divers projets d'installations de loisirs pouvant compromettre leurs potentialités biologiques.

Depuis, le Conservatoire du Littoral a acquis 170 hectares de marais sur les communes des Portes-en-Ré, Saint-Clément-des-Baleines, Ars-en-Ré, Loix et La Couarde sur Mer.

Les objectifs de cette politique foncière ont pour but de sauvegarder, voire d'améliorer, la richesse biologique des marais du Fier, leur qualité paysagère, tout en préservant les activités traditionnelles, garantes de la biodiversité de ces marais. Ainsi, le Conservatoire du Littoral s'attache à participer activement :

- aux comités de gestion des sites et au suivi de la mise en œuvre des plans de gestion, avec les partenaires associés (collectivités locales, services de l'Etat, scientifiques, associations d'usagers, associations de protection de la nature, associations et fédération de chasse, EID...)
- aux travaux de restauration hydraulique et paysagère des marais, définis dans les plans de gestion,
- à la restauration des marais salants pour l'installation de jeunes sauniers, en concertation avec la coopérative des sauniers,

- à la valorisation pédagogique et touristique des marais du Fier et de ses activités traditionnelles par la mise en place des deux maisons de site : Maison du Fier et Ecomusée des Marais Salants, avec le concours des collectivités locales (Communauté de Communes, Communes, Conseil Général) et des associations gestionnaires (LPO, Ecomusée des Marais Salants),
- à l'accueil du public, à travers l'aménagement des sites très fréquentés et la participation aux projets de cheminements pédestres ou cyclables, favorisant la découverte et le respect de l'environnement.

Les terrains acquis sont gérés, dans le cadre de convention de gestion :

- par les collectivités locales : Les Portes-en-Ré et Loix,
- par des associations : la LPO (réserve naturelle de Lilleau des Niges), et l'Ecomusée du Marais Salants (site de la Prise de la Lasse à Loix),

L'usage, dans les limites compatibles avec les objectifs de préservation du milieu naturel, est confié à des professionnels exerçant des activités traditionnelles qui contribuent à maintenir les écosystèmes et les paysages, et respectant un cahier des charges environnemental :

- 10 sauniers au total sont répartis sur les terrains du Conservatoire du Littoral du Fier d'Ars,
- 2 ostréiculteurs à Loix,
- 2 éleveurs de chevaux sur les marais doux à saumâtre de Saint-Clément-des-Baleines.

### Les Evières et Le Défend

Le Conservatoire du Littoral mène dans ces deux secteurs, au côté du Conseil Général, une politique de reconquête sur des zones de déprise agricole, fortement convoitées par le camping-caravaning sur parcelles privées, de nature à susciter la mise en œuvre d'un schéma d'aménagement, de restauration, et un plan de gestion adapté.

L'extrême morcellement de la propriété foncière sur ces anciennes friches agricoles, devenues boisements spontanés de pins et chênes verts, espaces récréatifs et/ou lieux de camping sur parcelles privées, ralentit les acquisitions et rend difficile la mise en œuvre d'un programme d'aménagement et de valorisation.

A Rivedoux, le domaine de la ferme du Défend est en partie propriété du Conservatoire du Littoral depuis 1982. La gestion en a été confiée à un ostréiculteur pour la partie en marais, et à un éleveur de baudet du Poitou pour les prairies. Depuis, les acquisitions sur l'ensemble de la Pointe de Chauveau, aujourd'hui au total de 20 ha, sont composées de cordons dunaires, de marais, de prairies, de vignes (confiées à un viticulteur) et d'anciennes terres agricoles.

Le domaine des Evières a été acquis en 1981, à la demande du Conseil Général dans le cadre du programme d'acquisition coordonné, afin de sauvegarder cette vaste clairière au cœur de l'île, véritable poumon vert. Le site d'intervention du Conservatoire du Littoral comprend les espaces boisés et dunaires non domaniaux de la commune du Bois-Plage-en-Ré, et une petite partie de La Flotte en Ré et de Sainte-Marie-de-Ré.

La surface acquise est de 174 ha. La ferme des Evières est gérée par un agriculteur (élevage de chevaux et vignes), le domaine de La Pierre Qui Vire sera prochainement repris par un viticulteur.

Les espaces boisés de ce secteur font partie du site Natura 2000 Dunes et Forêt de l'île de Ré.

## **Conclusion et perspectives**

L'objectif du Conservatoire du Littoral pour les années à venir est de compléter les acquisitions actuelles afin de constituer des unités foncières cohérentes, qui permettront une meilleure gestion d'ensemble.

Tout en poursuivant la réhabilitation des marais salants et la pérennisation des activités traditionnelles, il s'agit d'affiner la gestion biologique des secteurs à très fort enjeux écologiques, et de développer, dans les limites compatibles avec les milieux naturels et les activités professionnelles, la valorisation pédagogique et la découverte des sites.

La maîtrise foncière sur ces zones d'intérêt écologique majeur constitue le soutien d'une démarche de protection et de développement d'envergure.

## LA RESERVE NATURELLE DE LILLEAU DES NIGES

(source : SITE INTERNET)

### Généralités (source : site Internet)

La réserve naturelle de Lilleau des Niges a été créée par décret interministériel (N°80-136 du 31 janvier 1980) et à l'initiative du ministère de l'environnement dans le cadre de la loi de la protection de la nature du 10 juillet 1976. Sa gestion est confiée à la Ligue pour la Protection des Oiseaux et à l'ASSIP (Association de Sauvegarde des Sites des Portes en Ré) dont les missions sont d'assurer la protection, la gestion et l'accueil du public. L'organisme gestionnaire agit sous le contrôle d'un comité consultatif.

Cette réserve fait partie d'un réseau national composé d'environ 300 Réserves Naturelles et Réserves Naturelles Volontaires en France et en outre-mer et fédéré par RNF (Réserves Naturelles de France).

### Protéger :

La Réserve Naturelle de Lilleau des Niges et son complexe vasière du Fier d'Ars - marais endigués s'intègre dans un réseau de sites littoraux dispersés sur la façade Atlantique et particulièrement riches écologiquement. Elle est un site d'étape et d'hivernage d'importance internationale pour les oiseaux d'eau migrants et constitue sur l'île de Ré le principal reposoir de limicoles à marée haute et la seule remise diurne pour les anatidés hivernants. En période de reproduction plusieurs espèces d'oiseaux rares ou menacées sont nicheurs (Sterne pierregarin, Avocette élégante, Echasse blanche, Busard des roseaux, Gorgebleue, Chevalier gambette, etc.). Plus de 220 espèces d'oiseaux ont été recensées sur le territoire de la réserve naturelle ainsi que plus de 150 espèces de plantes vasculaires.

### Gérer :

La gestion est assurée par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et l'Association de Sauvegarde des Sites des Portes en Ré (ASSIP) en accord avec le comité consultatif de gestion placé sous l'autorité du Préfet de la Charente-Maritime.

La restauration des ouvrages et systèmes hydrauliques ont permis de mettre en place une gestion fine de l'eau. La maîtrise de ces niveaux d'eau permet de garantir des conditions d'accueil favorable au repos, à l'alimentation et à la nidification des oiseaux d'eau. Sur les levées des marais, des moutons écossais "Scottish Black Face" assurent l'entretien de la végétation prairiale et favorisent l'accueil des oiseaux migrants et hivernants (bernaches, canards de surface, vanneaux huppés).

Tous les mois, afin de suivre l'évolution des populations d'oiseaux d'eau de la Réserve Naturelle et de l'île de Ré, des comptages sont réalisés sur les reposoirs de marée haute. Des suivis des populations d'oiseaux nicheurs et des inventaires faunistiques sont également réalisés.

### Faire découvrir :

L'organisation de visites et de stages, ou la réalisation d'équipements adaptés facilitent l'accueil des chercheurs, des groupes scolaires et du grand public dans les Réserves Naturelles.

L'accueil est organisé chaque fois qu'il s'avère compatible avec l'objectif de protection du milieu.

La connaissance du patrimoine naturel par le plus grand nombre est une des conditions de sa sauvegarde, les Réserves Naturelles sont par excellence des lieux où cette connaissance peut se développer.

#### La Maison du Fier

Située dans un ancien hangar à sel près du Vieux Port des Portes, la Maison du Fier, propriété du Conservatoire du Littoral, est gérée par la Ligue pour la Protection des Oiseaux. Sa restauration et son aménagement ont été réalisés grâce à l'aide de la Communauté de Communes de l'île de Ré, le Conseil Général de la Charente-Maritime et la Commune des Portes-en-Ré.

La LPO présente dans ce bâtiment des expositions sur la faune, la flore, le patrimoine naturel, les activités humaines. Des expositions d'artistes et des projections de films sont également proposées ainsi que de nombreuses activités de découverte et de sensibilisation (sorties, ateliers enfants, points d'observation...). L'accueil du public à la Maison du Fier et la participation du public aux différentes activités ont touché près de 50000 visiteurs en 2001.